

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 178. — 18 JANVIER 1964



(Photo Elie Kagan.)

« Si encore nous pouvions espérer trouver du travail dans un avenir prochain... »

St-NAZAIRE

1.000 familles touchées par le chômage

(Page 2.)



PARIS 20^e

LE SCANDALE

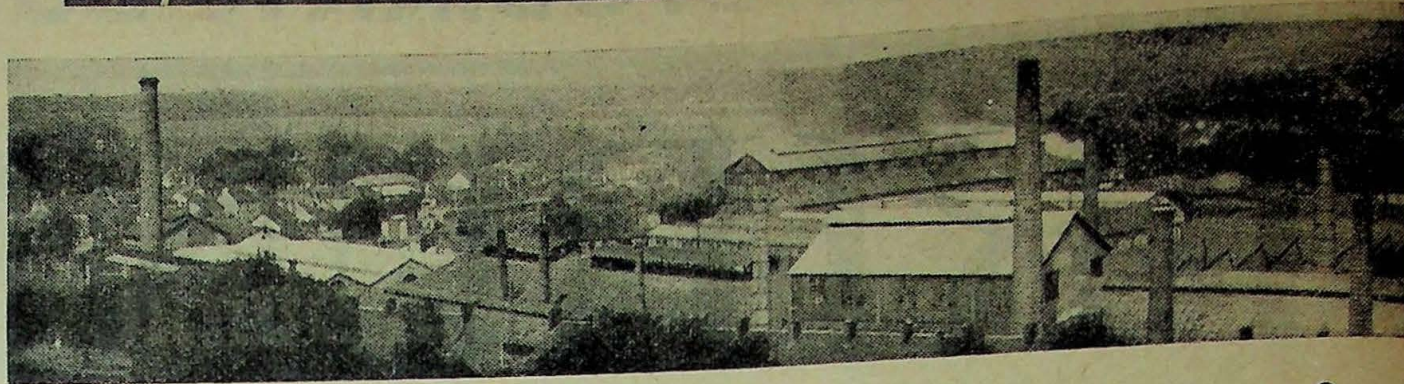
R. B. V.

Après 56 jours de lutte l'unité d'action syndicale se poursuit.

(Pages 6 et 7.)

Les influences

syndicales dans la métallurgie



COMME chaque année, le Fédération de la Métallurgie C.F.T.C. vient de publier une étude sur les résultats des élections de délégués, résultats communiqués par les syndicats C.F.T.C. pour 423 entreprises dont certaines ne comportant pas de sections syndicales affiliées à cette organisation. Les statistiques concernant les élections de délégués du personnel titulaire intervenues durant l'année syndicale (de septembre 1962 à juillet 1963), à l'exclusion des élections de comités d'entreprise qui n'interviennent que tous les deux ans. Le fait que l'étude s'applique au vote de 570.000 travailleurs, représentant 27 p. 100 de la totalité des effectifs employés dans les diverses branches de la métallurgie, la rend malgré tout valable, car sur deux millions de salariés de la métallurgie un nombre important travaillent dans de multiples petites entreprises où le syndicalisme est quasi inexistant. L'étude en question permet donc d'apprécier l'influence des différentes organisations syndicales dans la métallurgie.

Un test de valeur générale

Encore faut-il remarquer que les résultats des élections des délégués ne fournissent qu'un test ayant une valeur générale; l'influence d'une organisation vaut selon les entreprises, les branches, les régions; elle dépend du nombre des syndiqués, de la valeur des responsables, des rapports de force entre les syndicats (notons à ce sujet qu'un nombre important d'entreprises n'ont qu'une section syndicale C.G.T. ou C.F.F.C.). Là où existent plusieurs organisations — ce qui est, malgré tout, le cas le plus fréquent — le nombre souvent assez restreint de travailleurs possédant une carte syndicale fait qu'un syndicat minoritaire peut avoir une influence supérieure au nombre de voix recueilli par lui, notamment en cas de conflit. Ceci explique que l'unité d'action soit généralement une nécessité. Force Ouvrière l'a appris à son détriment.

Il est certain néanmoins que les résultats des élections professionnelles constituent le meilleur test des influences respectives. Il y aurait toute une étude à faire à ce sujet en ce qui concerne les différentes corporations du secteur public et du secteur privé. Le document établi par la Fédération des Métaux C.F.T.C. présente un intérêt évident. Il permet d'apprécier les influences syndicales dans les différentes branches de la métallurgie. Regrettons seulement l'absence d'indications sur les influences par régions qui varient en fonction de certaines traditions, en particulier pour la C.F.T.C. et pour F.O.

Soulignons qu'en général les statistiques citées par le document C.F.T.C. font apparaître un chiffre d'affaires comparable à celui des années précédentes (22 à 24 p. 100 des inscrits) et peu de changement entre 1962 et 1963. La C.G.T. vient très nettement en tête avec un peu plus de la moitié des inscrits. La C.F.T.C. obtient la moitié des voix de la C.G.T. et presque quatre fois le nombre de voix de F.O. Chez les mensuels, la C.F.T.C. arrive en première position avec 38 p. 100 des votants contre 28 p. 100 à la C.G.T. (dont la profession est la plus importante) et 14 p. 100 à la C.G.C. (dont les résultats incomplets sous-estiment en réalité l'influence).

Notons que la C.G.T. dépasse 57 p. 100 dans l'automobile où sa progression a été la plus forte; la C.F.T.C. étant faible notamment aux deux établissements de Renault-Billancourt et de Citroën-Paris où elle représente respectivement le cinquième et le quart de la C.G.T. Celle-ci dépasse également 50 p. 100 des votants dans la sidérurgie et l'aéronautique.

La C.F.T.C. dépasse 35 p. 100 dans la construction électrique et dans la

mécanique. F.O. ne progresse que dans l'automobile et la construction électrique; toutefois, c'est dans la navale que son influence est la plus grande (10 % des voix).

La C.G.C. et les diverses organisations autonomes et indépendantes représentent en moyenne 6 p. 100 des

votants. Encore, ce chiffre de voix est-il gonflé par l'apport des indépendants et autonomes SIMCA représentant un tiers du total de ces voix, voix obtenues depuis des années avec la complicité de la direction Simca.

En conclusion, on peut dire que si F.O. dispose encore d'une influence

non négligeable dans certaines sections, si la C.G.C. est assez représentative chez les mensuels, la compétition se situe surtout entre la C.G.T. et la C.F.T.C., la C.G.T. étant nettement la plus forte des organisations en présence.

M. C.

1.000 familles nazairiennes touchées par le chômage

(De notre correspondant Denyse FRANCK)

après 38 ans de « boîte » ! Il pleurait.

Un autre, d'une cinquantaine d'années pensait que seuls les jeunes pouvaient espérer trouver du travail, ailleurs. Les patrons ont toujours besoin de chair fraîche. Mais à notre âge comment voulez-vous trouver de l'embauche ? Et pourtant, nous voulons pouvoir vivre dignement de notre travail.

C'est une honte en vérité qu'en 1964, des travailleurs puissent ainsi être rejetés d'une société active ! Si nous étions dans un autre régime que celui que nous subissons, si nous étions dans une république socialiste, il est certain que la gestion des Fonderies serait confiée à ses propres ouvriers. Cette gestion serait certainement plus normalisée que dans le régime de libre-entreprise actuel où les ouvriers se heurtent à des sociétés anonymes. Car pour moi cette fermeture des Fonderies accuse la faillite de la libre-entreprise, la faillite du IV^e Plan, « indicatif », non décentralisé, non au service des travailleurs mais uniquement du Haut patronat.

A l'ère du machinisme, il est invraisemblable que les travailleurs ne disposent pas d'un plus long temps de loisirs, ce qui éviterait le chômage, les salaires comptant de moins en moins dans le prix global des prix de revient.

Les faux-fuyants du patronat et des pouvoirs publics

Les Pouvoirs publics, le patronat auraient dû, pour le moins, avoir la franchise de dire la vérité aux travailleurs. Mais non, ils ont essayé maladroitement d'endormir l'opinion et nous avons assisté, ces dernières semaines, à une cascade de démentis aux allégations officielles.

Par exemple, l'inspecteur du Travail déclara que les licenciements de Lange et Thiriet vont être suspendus pour laisser le temps de parfaire une étude économique de la région. Apprenant cela, Paul Malnoé, responsable du syndicat C.G.T.-F.O., va trouver Thiriet qui lui répond : « Comment, l'inspecteur du Travail vous dit que les licenciements sont suspendus, et, à moi, au contraire, il m'est ordonné de licencier ! » Thiriet, Malnoé ayant l'écouteur, téléphone à Cottez, sous-préfet de Saint-Nazaire, qui lui répond froidement : « Mais si, profitez des fêtes, licenciez, licenciez. »

Grandval, ministre du Travail, recevant les délégués syndicaux, dut démentir son inspecteur. En régime de libre-entreprise, le gouvernement ne peut interdire les licenciements. Bien sûr. Mais il semblait qu'il y avait eu désaccord entre le ministre du Travail et le ministre de l'Intérieur.

Puis ce fut le tour de Boyer, di-

recteur des « Chantiers de l'Atlantique », qui démentit, sans démentir vraiment, un article prévoyant d'importants licenciements en 1964 aux Chantiers de l'Atlantique. Boyer devait dire aux délégués de l'entreprise, que seul Pinczon, directeur général des Chantiers, pourra dire le 29 janvier, lors de la prochaine réunion du comité central d'entreprise combien de travailleurs seront licenciés, et combien seront touchés par des réductions d'horaire.

Ensuite Lobut, préfet de Loire-Atlantique, après avoir « enterré » le complexe sidérurgie, annonce à une réunion du Conseil général la création d'ici à quelques mois de mille emplois par Antar, de Donges. Mais, là aussi, c'était une information erronée, immédiatement démentie par l'union locale de la C.G.C. et le maire de Donges, mieux au courant, semble-t-il, de la situation véritable d'Antar que M. le Préfet.

Il est honteux que, dans les circonstances actuelles, les Pouvoirs publics et le Patronat se moquent ainsi des travailleurs, en leur donnant de faux espoirs. Mais les travailleurs n'ont pas l'intention de se laisser faire.

Réactions aux licenciements

Déjà mardi 7 et mercredi 8 janvier, les travailleurs des Fonderies manifestaient calmement et dignement, distribuant des tracts aux ménagères aux marchés de Penhoët et de Saint-Nazaire. Mardi leurs délégués avaient demandé à être reçus par le sous-préfet, mais, comme par hasard, celui-ci était absent...

Jeudi, le Bureau du Comité de défense de l'emploi (dont font partie les délégués des trois syndicats ouvriers, de la C.G.C., de la F.N.S.E.A., de l'Union des commerçants, du P.S.U. (en la personne de son secrétaire fédéral), du P.C., de la S.F.I.O., du M.R.P., des A.P.F., des U.F.F., et des maires de la région touchée par les licenciements), se réunissait sous la présidence du maire de Saint-Nazaire et décidait de suivre l'exemple d'Hennebont qui a su éviter la fermeture de ses forges, et pour cela d'organiser une grande manifestation populaire, mercredi 22 janvier, à 15 heures, à laquelle seraient associées toutes les activités nazairiennes.

Vendredi, tous les métallos ont assisté, devant le siège des Fonderies, à un important meeting au cours duquel ils ont montré leur volonté de dire NON AUX LICENCIEMENTS, NON AU CHOMAGE, NON A LA MISERE. Dix mille ouvriers de la métallurgie étaient présents.

La lutte sera certainement longue, mais, comme le dira Jules Busson, responsable C.G.T. de la métallurgie : « N'oublions pas que les travailleurs d'Hennebont ont dû, avec l'aide de toute la population, lutter quatre ans pour enfin remporter la victoire ! »

La "politique du candidat" et le socialisme

Si Gaston Defferre a voulu par son discours de Marseille placer les partis politiques, et surtout le sien, devant le fait accompli de sa candidature officielle à la présidence de la République, nous devons dire qu'il a réussi.

Si Gaston Defferre a voulu pour cette première grande intervention publique se démarquer, quant au ton et au style, de de Gaulle et apparaître comme le citoyen candidat, face au monarque omnipotent, nous devons dire qu'il a à peu près réussi.

Mais ce raisonnement amène Gaston Defferre à schématiser plus qu'à clarifier :

Il y aurait donc à gauche des partis et des citoyens, condamnés pour survivre, à lui apporter leurs suffrages. Avec ces « socialistes », pas de discussions, pas de consultations, sauf pour le principe avec la S.F.I.O. Qu'ils lui fassent confiance. Dans l'essentiel la politique définie se référerait à leurs préoccupations ; qu'ils n'en demandent pas plus. On verra une fois le pouvoir pris à régler les « détails ».

Par contre, au centre et à droite, il y a des partis et des citoyens qu'il faut convaincre. Eux sont appelés « démocrates ». Pour les rallier il ne faut pas leur faire peur. Ils sont antigauillistes et non socialistes. Mais en 1958 ils ont été gaullistes, pas seuls d'ailleurs. Alors, ménageons le passé pour réserver l'avenir. Nous n'avions pas tort, eux non plus par conséquent. Donc qu'ils nous fassent confiance. La politique définie sera, comme la Constitution, à l'image des hommes qui l'appliqueront. On verra une fois le pouvoir pris à régler les « détails ».

Ah ! j'oubliais. A ceux-ci, on déclare : Ne vous effrayez pas des communistes, j'y pense, évidemment ; mes idées ne leur doivent rien, mais comprenez que leurs voix seront nécessaires. Alors, n'en demandez pas plus.

Du reste, le P.C. ne dit-il pas : alliance avec tous les démocrates ! Alors, même s'il se formalise aujourd'hui, il ne pourra faire autrement demain que soutenir la seule candidature sérieuse contre de Gaulle.

Si nous avons bien compris le discours de Marseille, voilà ce que nous en retenons quant à son état d'esprit.

Il y a à la fois de la partie de poker et du chèque en blanc.

Certes, ce n'est que le premier round. Mais avant le second, nous devons dire que nous ne pensons pas que la méthode, si séduisante qu'on veuille la présenter, se suffise à elle-même pour être sérieusement retenue.

Certains avancent l'idée que les forces de gauche ne seraient pas, en temps utile, arrivées à s'unir pour présenter un programme commun défendu par un candidat commun.

D'autres disent que la « dynamique » de la candidature Defferre est difficilement contestable et que s'y opposer reviendrait à disparaître de la vie politique actuelle.

Ils ajoutent aussi que la fin du pouvoir personnel passe nécessairement par cet épisode.

On dit encore que dans le « brassage » politique que crée ce courant, bien des mauvaises habitudes disparaîtront et que les partis politiques en sortiront renouvelés.

Que ces affirmations soient fondées ou non il est vrai que « tous » étant concernés par l'événement politique nous devons garder la tête froide, apprécier et juger calmement toutes les déclarations qui sont et seront faites, apporter dans cette discussion qui s'ouvre les réflexions de nos expériences et de nos idées.

Evitons l'engouement mais aussi la critique négative.

Ce qui est en cause c'est certes la future élection d'un président de la République, mais c'est plus encore les conditions politiques et économiques du régime qui succédera à de Gaulle.

C'est pourquoi, aussi attentifs que nous soyons au climat créé et entretenu autour de la personne de Gaston Defferre, nous entendons dire clairement et franchement tout ce que nous pensons, conscients de bien servir ainsi notre idéal socialiste.

C'est peut-être parce que nous le disons dès maintenant que nous n'aurons pas à le répéter demain.

Pierre Bérégovoy écrivait dans l'éditorial de « Tribune Socialiste » du 28 décembre 1963 que le P.S.U. serait favorable à « une candidature de gauche qui se ferait dans l'unité et la clarté ».

Nous pensons que tel n'est pas encore le cas dans la situation présente. Elle pourrait au contraire justifier largement les craintes et les avertissements que nous avons évoqués jusqu'à maintenant.

Nous pouvons certes prendre acte que Gaston Defferre a précisé ne pas vouloir faire « du gaullisme sans de Gaulle » et cela, nous l'avions sans cesse dénoncé, mais nous ne pensons pas que revêtir la Constitution gaulliste en promettant des retouches soit suffisant pour faire basculer le pouvoir personnel. Ou alors, qu'on nous précise bien, avant, les transformations institutionnelles qui seront prises dès le lendemain de l'élection. Définir les écueils à éviter lors de la future réforme constitutionnelle est insuffisant et ce n'est pas parce que Gaston Defferre vota hier cette Constitution que nous pourrions nous fier aveuglément à son interprétation de demain.

Le débat doit rester ouvert sur ce point et ceux qui se sont montrés hostiles à la Constitution de 1958, ne doivent pas aujourd'hui être pénalisés d'avoir vu juste.

Leur opinion doit, au contraire, peser plus dans la balance que celle des approbateurs repentis.

Mais plus encore nous comprendrions mal que la discussion ne soit pas ouverte sur le programme politique.

On écrit trop qu'il s'agit de « la politique du candidat ». La véritable démocratie, et Gaston Defferre, socialiste, ne peut l'oublier, c'est non pas d'imposer ses idées, mais de défendre celles définies par les mandants dont on se recommande.

Prenons acte qu'à Marseille Gaston Defferre n'a fait « qu'esquisser » les grandes lignes d'une politique qui se veut être d'opposition et réaffirmons avec force que pour nous, le soutien à un candidat de gauche nécessite un programme précis résultant de la discussion et de l'accord des groupements où le socialisme trouve ses vraies racines. Ainsi que le prévoit Pierre Naville dans « Tribune Socialiste » du 21 décembre 1963.

Et la définition de ce programme ne peut se faire que si le candidat tient compte des exigences majeures de ces diverses organisations après en avoir discuté avec elles.

Certes, cela entraîne la discussion avec toutes les forces de gauche, et nous ne pourrions pour notre part accepter que le Parti communiste soit exclu de ces consultations. Nous le disons d'autant plus librement que nous désapprouvons la conception du programme minimum réclamé actuellement par le Parti communiste. Il se peut que, en fin de compte, le P.C. se décide à soutenir la candidature de Gaston Defferre, mais serait-ce sérieux et durable pour l'avenir d'avoir pour en arriver là pratiqué une politique hautaine et presque méprisante à son égard.

Inévitablement, le soutien du P.C. dans ces conditions entraînerait la formation d'un gouvernement de centre gauche, et la formule de Troisième force, répudiée par le dernier congrès S.F.I.O., réapparaîtrait, amenant avec elle les pires défauts de la IV^e République.

C'est pour éviter cette grosse erreur qui paralyserait demain toutes les options économiques et sociales nécessaires pour créer une véritable « démocratie socialiste », que nous ne cessons de dire que l'alternative à de Gaulle ne peut être que socialiste.

Conçue par des socialistes, discutée par l'ensemble des forces politiques et syndicales de gauche, établie en tenant compte des réalités économiques du monde moderne, choisie pour l'essentiel dans ce qui est réalisable à court terme mais définie en tout cas dans une perspective de gestion socialiste et amorcée dès l'élection par les transformations fondamentales du régime capitaliste. Voilà ce qui est important.

La lutte pour prendre le pouvoir ne serait qu'un épisode négatif si elle n'était pas la « marche vers le socialisme ».

Si nous avons raison de penser ainsi et si nous recherchons l'unification des forces socialistes, c'est parce que nous pensons que notre fermeté ralliera au candidat de la gauche les vrais soutiens du socialisme et écartera de lui ses futurs diviseurs.

Ce qui compte pour nous c'est que le socialisme ne soit pas trahi alors même qu'il est l'espérance des travailleurs de notre pays et l'issue inévitable des évolutions de notre vie économique.

Harris PUISAIS,
Directeur politique
de « Tribune Socialiste »

Visite au "PICCOLO TEATRO DE MILAN"

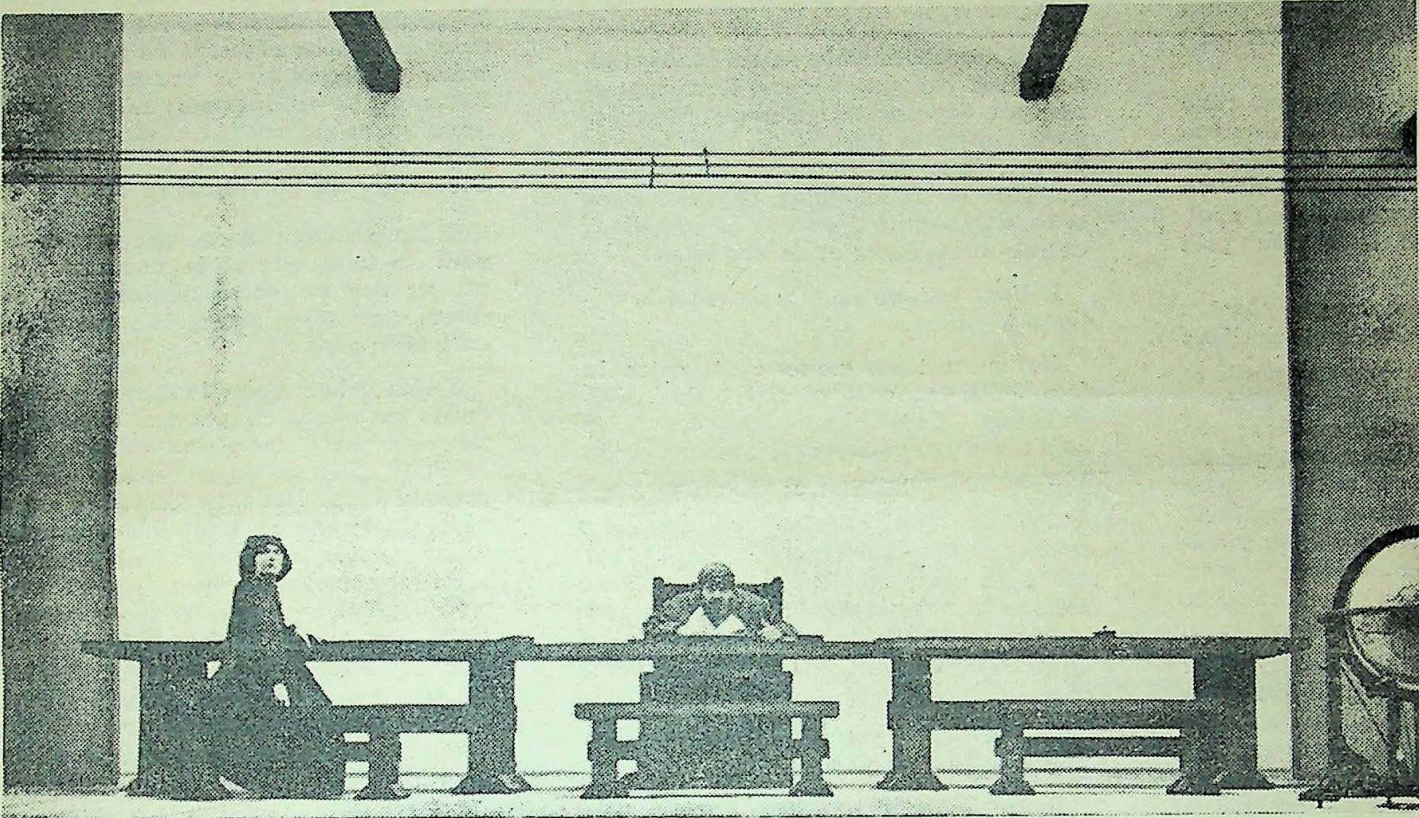
EST-CE LE T.N.P. ITALIEN ?

ARRIVE à Milan, on est doublement saisi, en janvier, par un épais brouillard piquant : il rend plus pénétrant un froid déjà vif, il dénonce l'imposture du cliché technicoloré de l'Italie-toujours-partout-ensoleillée. Milan est bel et bien une capitale de l'Europe industrielle. Tout y est conforme à ce qu'il faudrait nommer la nouvelle stéréotypie : la mode féminine où les bottes, bottines, snow-boots créent un piment guerrier propre à assouvir le goût de Bunuel pour des pieds de femme chaussés ;

Duomo. Il porte bien son nom. Une salle de 600 places, des coulisses étroites, des bureaux exigus, pas de façade extérieure, l'espace est mesuré. Il peut par contre présenter un bilan inversement proportionnel. Depuis sa création en 1947, 4.459 représentations de 98 œuvres (classiques ou anciennes : 25 italiennes, 29 étrangères ; nouvelles : 26 italiennes, 18 étrangères) des tournées dans le monde entier et surtout la rectitude d'une politique cohérente du répertoire. Se voulant instrument d'une prise de conscience individuelle à travers le

pose en termes généraux, la responsabilité de l'homme de science dans la lutte pour l'émancipation humaine. Elle suggère une réflexion sur le thème de l'opportunisme, du compromis : mourir sans se déjuger, survivre en invoquant la ruse, le calcul (placée en porte à faux dans les fameuses répliques « Malheureux le pays qui n'a pas de héros » et « non Malheureux le pays qui a besoin de héros »), avec la tentation pour le spectateur d'y lire une auto-justification des attitudes individuelles de Brecht. Brecht-Galilée ou Brecht-

Il y a aussi le cadre de scène, le traitement pictural du plateau. Strehler a réclamé à son décorateur Damiani l'enveloppe d'une machinerie italienne du XVIII^e siècle. Elle replace l'œuvre dans un cadre disons, faute d'autres termes, national ou plutôt la rattache à une tradition. Des portelles apparentes haussent l'ouverture de la scène. La projection en gouttes de peinture blanche pigmentée l'ensemble et lui donne un grain sur lequel les teintes sourdes des costumes vivent. Le Nain, Breughel (surtout le « Paysage d'hiver ») telles sont les filiations qui viennent aux yeux.



(Photo Tribune)

La mise en scène de Giorgio Strehler constitue un événement majeur de ces vingt années de théâtre.

les magasins dits à prix modérés baignés d'un néon blafard ; les banques qui ressemblent à des églises, les églises à des banques, toutes témoignages du style monumental mussolinien. Il y a aussi les bouches à demi-ouvertes sur la promesse de métro, les affiches qui annoncent la venue de François Hardy, l'« explication » du gouvernement centre gauche par le P.S.I., aux travailleurs (« Un pas en avant », le marché en plein vent du livre d'occasion. M. Del Duca liquide ses invendus, le marché self-service du livre Feltrinelli, les annonces affriolantes du show « My fair lady », ...d'après Shaw. Et les discrets, très discrets placards du Piccolo Teatro, pour « La vie de Galilée » de Brecht, mise en scène de Giorgio Strehler.

Plus de mamelles !

Le « Piccolo », vous, nous le connaissons (1). A plusieurs reprises il est venu à Paris. Avec « Arlequin serviteur de deux maîtres » de Goldoni, bien sûr, avec « Le corbeau » de Gozzi : avec surtout « L'Opéra de Quat' sous » de Brecht. Chaque fois ce fut une occasion de saluer l'exemplaire maîtrise d'une troupe bien conduite.

En juin 1962, « El nost Milan », de Bertolazzi, joué au Théâtre des Nations, hérissa cette partie de la critique attentive à démentir des autres les pièces qui pensent mal. Elle reprocha le ton pessimiste d'une œuvre au réalisme dépassé. Le soleil, la bonne humeur, deux mamelles de l'italienne au théâtre faisaient défaut au profit d'une atmosphère polluée des effluves d'une industrialisation naissante. Disons-le net : Strehler n'avait pas inventé le brouillard. Un demi-siècle après Bertolazzi, Milan n'est toujours pas un Capri raconté par William Wyler.

Chez lui, via Rovello, le Piccolo Teatro della Città di Milano se trouve au cœur de la ville, à deux pas de cette fameuse pâtisserie montée, le

spectacle d'une confrontation, d'une lutte ou d'un affrontement de l'homme et de la société, le Piccolo porte au plus haut point le témoignage d'un art s'exprimant avec ses seules ressources.

« La vie de Galilée »

Mais s'il fait un théâtre qui invite à penser, il n'en tombe pas pour autant dans l'édification, dans la catéchisation. Au Piccolo, on fait du théâtre.

La mise en scène de Giorgio Strehler pour « La vie de Galilée » confirme cette analyse. Elle constitue un des événements majeurs de ces vingt années de théâtre. Strehler éclaire les différents mouvements contradictoires d'une des œuvres les plus ambiguës de Brecht en lui donnant le ton d'une chronique historique.

Nous avions déjà présenté « La vie de Galilée » lors de la mise en scène Wilson, au T.N.P. Rappelons qu'écrite de 1939 à 1955, la pièce concerne les années au cours desquelles le savant entreprend, à Padoue, de démontrer le nouveau système du monde de Copernic. La terre n'est pas immobile, sous une voûte de cristal accroché d'étoiles et auréolant son centre, la papauté, ainsi qu'il est admis. Elle tourne autour d'un soleil présumé fixe.

Pas anticlérical

« La vie de Galilée » expose les prolongements non seulement scientifiques, mais sociaux, mais politiques que ces théories peuvent amener. Elle montre l'irréductible conflit qui en naît avec ce facteur d'Ordre exemplaire, la papauté (en tant qu'institution et non pas avec le pape-individu : la scène au cours de laquelle le cardinal mathématicien, ami de Galilée, devenu à son tour pape, l'abandonne à l'Inquisition précise admirablement cette nuance).

Elle raconte le reniement public de Galilée, son abdication intellectuelle, dans une dimension humaine. Elle

Andréa (le disciple, fidèle aux théories révolutionnaires). La richesse de la pièce tient en la condamnation du reniement. Son ambiguïté en son excuse par la vulnérable nature du savant, habile pour sauver l'essentiel de ses « Discours ».

En Italie, parler de Galilée constitue une provocation pour l'Eglise. Durant les quatre mois de répétitions diverses « pressions » amenèrent, en conséquence le conseil municipal de Milan à retarder l'octroi des subventions au Piccolo. Avec naturellement la volonté de l'étouffer définitivement. Paolo Grassi et Giorgio Strehler passèrent outre. Ils ne tombèrent pas, en réaction, dans le piège qui aurait consisté à faire de « La vie de Galilée » une machine anticlérical.

Elle ne l'est pas. La lutte de Galilée est une lutte contre le Pouvoir. Au XVII^e siècle, le Pouvoir se confond avec l'Eglise. Ainsi l'œuvre doit-elle être comprise. Elle ne le sera quand même pas puisqu'il faudra que le Piccolo « censure » quelques détails de la représentation : qu'il ôte son habit à l'enfant déguisé en prêtre, dans la scène du Carnaval.

Le spectacle dure cinq heures. Strehler aurait-il rajouté du texte ? Que non : il a même enlevé deux scènes (celle de la peste, et la dernière), de quoi stupéfier ceux qui parlent de « l'orthodoxie » brechtienne. Mais le texte est placé. On l'entend, on suit le cheminement de la pensée, on en comprend l'ordre, le déroulement, la dialectique. Alors on s'ennuie ? Cinq heures ! Non plus. Le spectateur au contraire découvre l'extraordinaire amplitude de l'écriture de Brecht. Des détails invisibles dans les versions de Wilson, du « Berliner Ensemble » lui-même apparaissent : Federzoni, le polisseur de lentilles, de naissance populaire ne comprend pas le latin, en lequel sont rédigés certains textes savants. En se tournant pour exprimer sa colère il renverse à terre l'un des deux plateaux d'une petite balance. Le Petit Moine, acquis à la science parle naturellement le latin. Il s'en suffit, etc...

L'avenir du Piccolo

Tino Buazzeli donne une épaisseur amicale au personnage de Galilée. Un peu de veulerie, de la chaleur, une bonhomie, la fougue qu'on peut imaginer. Il rend plausible le retournement de Galilée. Dans le bureau de Paolo Grassi nous parlons de la difficulté pour un théâtre comme le Piccolo de s'assurer une continuité. Quinze ans d'existence c'est beaucoup. Beaucoup pour maintenir en vie une troupe.

Peu pour imposer une transformation dans la tradition théâtrale d'un pays.

Le Piccolo joue nationalement un rôle pilote. Pourtant Paolo Grassi se plaint de son isolement. Nous nous accordons à voir qu'ici encore, une fois de plus, les pionniers ne peuvent avancer plus avant qu'en voyant leurs pas emboîtés largement. C'est un mouvement plus large qui doit se créer : les syndicats, les associations culturelles ne le comprennent pas suffisamment. Ne le veulent pas ou ne le peuvent pas. « Des gens de gauche (il les nomme, mais ne lui attirons pas d'ennui) mettent sur le même pied un spectacle comme Galilée et Rhinocéros de Ionesco. Ils parlent spectacle alors qu'il s'agit d'idéologie ».

Il y a aussi les exemples du passé. Lorsque l'administration a trouvé sa vitesse de croisière comme ici, le théâtre s'écroule. L'administration n'est pas la fin (ici d'autres noms viennent aux lèvres —) même pas le théâtre en tant que tel.

En février il y aura une petite révolution à Milan : Strehler montera à la Scala un opéra... antiopéra de Brecht.

« Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny », une allégorie anarchisante sur l'âge d'or bourgeois. La ville de Mahagonny dans la dernière scène s'écroule.

(1) Voir notamment « Tribune Socialiste », n° 106, 10 juin 1962.

Le billet de Jean Binot

Un arriéré

Le président Lyndon Johnson, qui fut naguère instituteur, avertit ses concitoyens qu'il faut pour les Etats-Unis consentir « un immense effort d'éducation nationale qui nous aide à dominer les problèmes de notre époque ».

Avec sa mentalité de maître d'école, ce président-là, faut-il le souligner, n'a rien compris à la grandeur.

Chez nous, Dieu merci, le gradé de valeur qui a, comme chacun sait, épousé son temps, pense bombe atomique et divers accessoires qui complètent la panoplie du parfait petit général.

« En somme, être la France, cela vaut la peine » comme l'écrivit la gazette inconditionnelle, où la brosse à reluire tient lieu de porte-plume.

La campagne d'action sur le logement s'intensifie :

POUR L'ABROGATION DU DECRET CHASSANT LES USAGERS DES CONSEILS D'H.L.M.

La protestation contre le décret du 20 décembre, chassant des conseils des offices d'H.L.M. la plupart des représentants des usagers, s'amplifie chaque jour.

Désormais, toutes les confédérations syndicales — même la C.G.C. — ont pris position contre ce texte d'un incroyable arbitraire. Se sont également déclarés hostiles divers organismes mutualistes, les Associations syndicales des familles (A.S.F.), les Associations populaires de familles (A.P.F.) — mais pas l'U.N.A.F., de mentalité bourgeoise et influencée par le M.R.P. ! — les deux groupements d'usagers de la construction — la Confédération nationale des locataires et la Confédération générale du logement — ainsi que divers conseils généraux et un grand nombre de municipalités.

Sur le plan politique enfin, les communistes, le P.S.U. et la S.F.I.O. ont réclamé l'abrogation du décret du 20 décembre. Mais, à l'occasion des votes des assemblées municipales ou départementales, on s'aperçoit que l'éventail des protestataires est beaucoup plus large : radicaux, indépendants, M.R.P., selon les cas.

Au Conseil général de la Seine, par exemple, tous les élus en séance, à l'exception de l'U.N.R., et de quelques « féaux » proches du groupe gaulliste, ont voté la résolution demandant l'annulation du décret. Le même accord s'est retrouvé à l'Union des maires de la Seine, qui a nommé une commission spéciale pour préparer des propositions d'actions à entreprendre en commun.

UNE inconnue subsistait jusqu'à ces derniers jours : l'attitude que prendrait la Fédération des offices d'H.L.M., dont il était difficile de défendre les intérêts malgré elle. Or, le président de cet organisme, le député S.F.I.O. du Nord, Denvers, vient de rendre publique la lettre de protestation qu'il a adressée à M. Maziol, reprochant au ministre d'avoir « aggravé une réforme dont [il] avait signalé combien elle n'était ni justifiée ni bénéfique pour un meilleur fonctionnement des H.L.M. ».

Cette prise de position hostile devait être confirmée par le Conseil fédéral des offices d'H.L.M. réuni expressément à cet effet le 15 janvier. A l'heure où nous écrivons, nous ignorons encore quelles décisions a prises cet organisme et quelle forme il entend donner à la protestation des mal logés de France, contre une réforme qui vise à permettre à l'U.N.R. de mettre la main sur les H.L.M.

Mais tous les militants socialistes doivent se sentir mobilisés pour appuyer cette action. Il nous faut, profitant de la campagne nationale du P.S.U. sur le logement — dont l'opportunité apparaît évidente, face à

l'offensive gaulliste contre les H.L.M. et les prêts à la construction — poursuivre simultanément trois objectifs :

Nos trois objectifs

1° Faire en sorte que la protestation contre le décret du 20 décembre ne reste pas platonique. Le pouvoir comptait précisément sur la passivité des masses pour perpétuer son mauvais coup. Il a attendu la veille des fêtes de Noël et de Nouvel An pour publier son texte, qui était prêt depuis plusieurs semaines et qu'il préparait depuis le printemps. La « trêve des confiseurs » n'a pourtant pas empêché la réaction populaire.

Il faut maintenant éviter que la protestation retombe ou qu'elle se borne à quelques communiqués de protestation. Syndicats, partis, mouvements de locataires et de mal logés, groupements familiaux ou mutualistes doivent s'unir pour lancer et faire durer la bataille contre le décret du 20 décembre.

2° Il faut donc expliquer à l'opinion le contenu mensonger des arguments avancés par M. Maziol pour le justifier. Montrer que l'expulsion de la plupart des usagers (les deux délégués des locataires, celui des syndicats, celui des mutualistes, les deux représentants des organismes d'H.L.M., deux conseillers municipaux ou généraux — sur six — et le délégué de l'U.N.A.F.), loin d'accroître l'efficacité des H.L.M., la réduira, puisque ces administrateurs étaient parmi les plus fidèles aux séances des conseils d'offices.

Montrer aussi que loin de « dépolitiser » l'attribution des logements construits, le nouveau système la politise énormément, puisqu'il confie à une commission spéciale, où les représentants du pouvoir sont majoritaires, le soin de répartir les logements, jusqu'ici confié au conseil d'administration tout entier, où les élus politiques étaient une minorité, d'ailleurs divisée quant aux étiquettes.

Montrer enfin qu'au plan de l'efficacité, les offices se trouveront désormais privés du concours de bonnes volontés qui assuraient jusqu'ici un contact direct entre eux-mêmes et la population à loger. Ce qui contredit l'argumentation officielle sur « l'efficacité accrue » recherchée.

3° Cela nous amènera nécessairement à expliquer les véritables desseins du pouvoir gaulliste dans cette réforme. Desseins qui ne sont pas pour nous surprendre puisqu'ils sont ceux que nous connaissons depuis mai 1958 : destruction progressive — mais obstinée — des éléments de structures et de représentation démocratiques dans la nation, éléments qui sont remplacés par des institutions technocratiques, aux mains de fonctionnaires responsables devant le seul pouvoir gaulliste et non plus devant l'opinion.

Le véritable but du pouvoir

Il en va d'ailleurs des offices d'H.L.M. comme de la Sécurité sociale, des mutuelles ou du Comité des œuvres étudiantes : partout le gaullisme supprime les représentants élus des usagers, et les remplace par des fonctionnaires à la botte. De même qu'il a réduit à rien le rôle des par-

lementaires, de même qu'il cherche par cent moyens à rogner les pouvoirs des municipalités élues, de même il tente de « dévitaliser » les autres cellules de la vie et de l'expression démocratiques.

Ce n'est donc pas seulement la politique du logement qui est en jeu ici, c'est l'avenir de la démocratie, dont le pouvoir personnel rogne chaque jour un peu plus de ce qu'il reste.

LES H.L.M. A CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN et non aux « féaux » du pouvoir gaulliste

Cela, l'opinion peut facilement le comprendre ; une partie l'a déjà ressentie ; il faut l'expliquer à l'autre. Certes, les anciens conseils d'administration des offices n'étaient pas parfaits. Mais ce dont ils manquaient, c'était précisément de représentants des gens à loger : mal logés, vieux, familles. Les usagers, il fallait en accroître le nombre dans les conseils des offices, non les supprimer.

Dans ce domaine comme dans d'autres, le gaullisme va à l'encontre de ce qu'il faudrait faire. Profitons de la campagne nationale d'action sur le logement pour l'expliquer au plus grand nombre possible de nos concitoyens (1).

M. Rungis.

(1) Un dossier complet adressé à toutes les sections du P.S.U. leur fournit précisément cette semaine toute une documentation sur les thèmes de cette campagne. Ces matériaux peuvent permettre la diffusion massive de tracts et d'affiches et la tenue facile de réunions d'information sur le sujet.

Communiqué du Bureau National du P.S.U.

Sous prétexte de les dépolitiser, le gouvernement a supprimé, au sein des Conseils d'administration des Offices d'H.L.M., la représentation des locataires, des Unions locales syndicales, des mutuelles, des associations familiales, des organismes d'H.L.M. et réduit la représentation des municipalités.

Le préfet nomme ainsi la moitié des membres des conseils et désigne un administrateur délégué qui présidera aux attributions. Curieuse dépolitisation !

Les animateurs des H.L.M., pour la plus grande part, sont coupables aux yeux du pouvoir d'appartenir aux partis d'opposition ou de leur être favorable. Les élus U.N.R. qui préfèrent sans doute la construction privée plus lucrative, veulent quand même contrôler indirectement les attributions H.L.M., et monopoliser à leur profit politique, les maigres crédits accordés à la construction sociale.

Après ce coup bas porté aux H.L.M., malgré les assurances du ministre au dernier Congrès de l'Union Nationale des Organismes d'H.L.M. à Vichy, les réactions sont très vives.

Déjà les Associations de locataires, les syndicats, les offices ont protesté de même que les partis de gauche.

Le P.S.U., pour sa part, qui a toujours préconisé l'extension de la participation des usagers aux Offices H.L.M. qui sont un peu un service public, flétrit ce mauvais-coup du pouvoir, appelle les mal-logés à protester avec les organisations d'usagers, et à soutenir la campagne qu'il lance contre la politique gaulliste du logement.

(Photo Tribune)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette Paris (9^e)

COMMENT UN LICENCIÉ

LES SYNDICATS ET L'AFFAIRE R.B.V.

F.O. « Atteinte au droit de grève »

Les faits et les actions sans précédent de l'affaire R.B.V. dénotent l'arrogance du patronat et de son allié le Pouvoir contre la classe ouvrière qui ne veut pas plier sous leur joug.

Partout où la classe ouvrière se bat, nous devons être présents. D'ailleurs tous nos camarades « Force Ouvrière » sont licenciés. Ils appartenaient à notre organisation depuis sa formation.

Il est grand temps que nous réagissions car le coup de force R.B.V. n'a pas, au départ, les raisons invoquées (faux prétexte) mais bien une remise en cause des avantages acquis, une atteinte au droit de grève, en un mot : une offensive généralisée contre les droits des travailleurs !

R. BLANCHARD,
Secrétaire des Métaux F.O.
de la région parisienne.

C.F.T.C. : « Pour que justice soit faite »

Il est stupéfiant qu'un conflit comme celui de la R.B.V. n'ait pas trouvé, après huit semaines, de solution satisfaisante, alors que près de 200 travailleurs sont atteints par une mesure illégale et scandaleuse de la part d'une direction sans scrupules qui va jusqu'à ouvrir une nouvelle société pour fuir ses responsabilités.

Notre C.F.T.C., par son Union locale du 20^e, par son Syndicat de la Mécanique générale, a soutenu énergiquement leur lutte et renforcé la solidarité.

Elle est décidée à aller jusqu'au bout pour que justice soit faite !

René FROMAGET,
Secrétaire général
du Syndicat des Travailleurs
de la Mécanique générale.

C.G.T. : « Collusion du gouvernement avec le patronat »

Derrière la direction R.B.V., il y a le patronat de la Métallurgie parisienne soutenu par le Pouvoir gaulliste.

La collusion du gouvernement avec le patronat est flagrante. Le ministre du travail, Grandval s'est placé au côté de la R.B.V. en ne l'obligeant pas à rouvrir les portes de l'entreprise et à respecter la loi et les droits des travailleurs.

Les métallurgistes ne peuvent tolérer les illégalités qui se multiplient car ce serait un encouragement pour les patrons à développer leur répression dans les entreprises.

Union syndicale des Travailleurs de la Métallurgie C.G.T. de la région parisienne.

Communiqué commun

D'autre part, dans un communiqué commun, les Unions syndicales C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O. de la Métallurgie de la Seine déclarent :

Les Unions syndicales dénoncent avec force l'attitude patronale et gouvernementale. Elles exigent que des poursuites judiciaires soient engagées par le ministre du Travail pour toutes les infractions constituant un délit et que les travailleurs bénéficient de mesures exceptionnelles leur assurant la gratuité de procédure pour le respect de leurs droits.

Les Unions syndicales félicitent les travailleurs de la R.B.V. qui mènent une lutte difficile dans la plus complète union et les engagent à maintenir leur cohésion pour mettre en échec les manœuvres patronales et gouvernementales.

METTRE 180 FAMILIERS

Mais le réflexe de solidarité de tous les travailleurs doit faire échec au capitalisme

L'ANNEE sociale, prônée par le Pouvoir et son U.N.R., ouverte sur la grève des mineurs, illustrée par le plan dit de stabilisation, se devait un couronnement à sa mesure : le 31 décembre, les ouvriers, employés et techniciens — brutalement jetés à la rue par la R.B.V. (1) — pouvaient faire le bilan « social » de l'année écoulée, tout en écoutant « le message du Nouvel An et les vœux de bonne année à la France » que lançait de Gaulle sur les antennes de la R.T.F.

L'affaire de cette usine du XX^e arrondissement de Paris éclaire, en effet, d'un jour singulier les « vœux » du général. Près de DEUX CENTS ouvriers qualifiés, employés et techniciens ont été licenciés, le 21-11-63, sans préavis, sans indemnités, et sans congés payés. Deux cents spécialistes, ayant de 12 à 35 ans de maison, c'est dire que beaucoup d'entre eux ont passé les 45 à 50 ans ; du fait de leur âge, la plupart ont de fortes chances de ne pas trouver un autre emploi et vont se voir prématurément « mis à la retraite » sans, pour cela, en toucher les indemnités. De plus, il s'agit d'un personnel hautement spécialisé dont le reclassement sera difficile à salaire égal. Si l'on tient compte des femmes et des enfants cela fait plus de 700 personnes auxquelles on a réservé un « joyeux Noël » et de la « joie au cœur » pour le Nouvel An.

Au Q.G. de défense et de lutte des travailleurs

A 500 mètres de la mairie du XX^e, 144, rue des Pyrénées, dans un modeste baraquement se trouve le Q.G. de lutte et de défense des travailleurs licenciés par la R.B.V. En temps ordinaire, cette baraque est le siège de l'Union locale C.G.T., mais au moment où nous y pénétrons ce n'est plus seulement cela ; la salle centrale est pleine d'hommes aux visages résolus : adhérents de la C.G.T., de la C.F.T.C., de Force Ouvrière ou inorganisés se côtoient fraternellement. Aux murs, des affiches éditées en commun par les organisations syndicales, d'autres encore, éditées par le Comité de Soutien où se retrouvent, unis par un même combat, nos camarades de la XX^e section P.S.U. avec les militants du P.C. et de la S.F.I.O. Derrière une table, les responsables syndicaux répondent aux questions, donnent les dernières informations, un conseiller juridique de la C.G.T. expose la marche à suivre pour déposer les plaintes aux Prud'hommes, pour se faire inscrire aux A.S.S.E.D. I.C., etc... On annonce que la « télé » vient de demander un rendez-vous pour une « interview ».

Il se fait un va-et-vient continu entre le fond et l'entrée. Des équipes de 4 ou 5 gars entrent ou sortent : ce sont les collecteurs, ils vont aux portes des usines recueillir l'argent de la solidarité. Une dizaine d'entre eux reviennent de Saint-Ouen, triomphalement, à la manière des sportifs, ils brandissent leurs troncs au-dessus de leur tête :

— Eh ! les gars, ils sont pleins, s'écrient-ils.

Le fond de la pièce est occupé par un petit bureau, au centre une longue table autour de laquelle une équipe de syndicalistes s'affaire à confectonner des piles de monnaie et à les comptabiliser, sous la direction de Pierre Mahé, secrétaire du Comité d'Entreprise, avec lequel nous avons pris rendez-vous.

(1) Voir « T.S. » N^o 173, 174, 175, 177.

— Tu arrives bien, dit-il après les salutations d'usage, nous allons justement distribuer le deuxième versement de la solidarité. Tu vas pouvoir discuter avec les copains.

De fait, les uns après les autres, à l'appel de leur nom, dans le calme, les gars viennent toucher leur part de solidarité. Ils signent le registre sur lequel sont inscrites les sommes perçues, ces dernières étant calculées en fonction des charges de chaque travailleur.

Un homme s'avance dans la file, il s'adresse au camarade Mahé.

— Je ne veux rien, j'ai deux grands lardons qui bossent, donne ma part à un copain qui en a plus besoin que moi.

Mahé consulte des fiches, il s'entretient quelques instants avec les autres responsables, puis il appelle :

— Novosiak, vient voir ici !

Le gars s'approche :

— Tiens Martin abandonne sa part pour quelqu'un qui en a plus besoin que lui, alors avec les copains nous avons pensé... Au fait, comment va ta femme ?

Mahé nous explique, que ce que nous venons de voir n'est pas rare :

— Ils sont une quinzaine qui à chaque fois abandonnent leur part. Novosiak est trempeur P. 1 « maxi », il était payé 4 F 12 de l'heure, plus les primes. Il est marié, sa femme est malade. Il a 4 enfants : Nicole (12 ans), Claude (11 ans), Michelle (9 ans) et Colette (5 ans et demi), il est dans une situation très difficile et pourtant, il tient le coup.

Nous avons retrouvé Martin chez lui, dans le petit pavillon qu'il occupe avec sa famille à Montreuil. Il nous a reçu dans son petit salon. Dans la pièce voisine, (Micheline 15 ans) fait ses devoirs de classe — elle est en troisième au lycée : « elle a obtenu une bourse et nous donne toutes les satisfactions » nous disent M. et Mme Martin, « par contre Raymond (13 ans) n'est pas un passionné de l'étude, il veut faire de la mécanique », Serge (9 ans) a encore l'insouciance de son âge. Daniel (21 ans) et Jacques (19 ans) sont au « boulot ». C'est grâce à leur salaire que Martin a pu abandonner sa part de solidarité. Il était le cuisinier de la cantine. De ce fait il était moins directement concerné par les événements de l'usine. Il a 50 ans passé.

« Tribune » chez les licenciés

— Pourquoi t'es-tu mis en grève ?

— J'ai fait 36, j'ai fait 47, j'ai fait toutes les grandes batailles de la classe ouvrière, je suis syndiqué depuis mon jeune âge et j'ai conscience que le combat de la R.B.V. a une toute autre signification que celle de la lutte de quelque deux cents travailleurs contre leur patron et puis, n'oublie pas que toute l'affaire a pour origine le licenciement d'un copain, sous le prétexte qu'il avait fait « un loup ». Or il se trouve que ce copain, est un vieux militant syndicaliste auquel nous devons beaucoup, lorsque l'on a appris la nouvelle de son licenciement, tout le monde a débrayé... il n'y a pas eu besoin de mot d'ordre des délégués, c'est parti tout seul, même des gars qui ne pensent pas comme nous, qui n'ont jamais fait de grève se sont lancés avec nous dans la bagarre.

— Tu peux nous donner des noms ?

— Oui, Robert Barbe, c'est un gars de droite mais tu peux aller le voir, je pense qu'il te recevra.

C'est chez lui, à Soisy-sous-Montmorency que nous avons pu joindre Robert Barbe. Il a 42 ans, il y a 12 ans qu'il travaille chez R.B.V., rectifieur-

outilier, P. 3 : il gagnait 5 F 90 de l'heure plus les primes. Marié, il a quatre enfants : Philippe (16 ans), Didier (15 ans), Claude (12 ans), enfin, Eric (3 ans). Mme Barbe a été opérée, il y a quelques mois, (ablation d'un rein), depuis elle ne s'en est jamais complètement remise. Robert Barbe est entré à la R.B.V. comme O.S., il a travaillé comme un « forcené » pour s'élever. En trois ans il a gravi tous les échelons pour devenir P. 3 « maxi ». A l'époque, il était logé dans une pièce de 4 mètres sur 4 et il avait 3 enfants, ces derniers sont alors tombés malades. Le médecin voulait les faire partir en préventorium...

« Il s'agit tout simplement de justice »

Pour ne pas se séparer de ses enfants, il acheta le pavillon où il nous reçoit aujourd'hui, il en paya la moitié comptant, le reste devant être remboursé en un an. Pour ce faire, il sollicita de faire des heures supplémentaires, ce qui lui fut accordé. Lorsque Cribier remplaça Worms (l'ex-directeur) il lui fit stopper les heures supplémentaires et lui fit faire équipe. Sans discuter, Barbet accepta : il a une heure de trajet ; pour faire équipe il dut acheter une Mobylette : coût 100.000 F, équipement compris. Six mois après il fut remis à la journée et ne fit plus que 40 heures, alors que l'ensemble de l'usine en faisait 48. Il n'a jamais compris pourquoi, et il ajoute :

— Je ne fais pas de politique, je ne suis pas syndiqué, je vais à la messe tous les dimanches et aux élections je vote toujours pour le candidat qui est le plus à DROITE. Ma seule préoccupation : mon foyer, mes enfants, ils sont mon seul but.

— Tu n'es pas syndiqué, sentimentalement tu as des opinions d'extrême droite, pourquoi t'es-tu mis en grève ?

— Pour une fois ce n'était pas pareil, il ne s'agissait pas de politique ni même d'augmentation de salaire, mais tout simplement de justice, j'ai fait grève et je recommencerais, tu peux le dire dans ton canard, parce que c'est dégueulasse d'avoir viré ce gars-là. Jamais j'ai vu un gars comme lui, toujours prêt à rendre service, à donner un conseil pour le boulot, enfin tu vois le type... tout comme un vrai curé, je dis un « vrai » parce qu'il y en a des « tocards ».

— Après ce mouvement est-ce que tu penses que le syndicat est utile et si oui as-tu l'intention de te syndiquer ?

— Oui, je crois que le syndicat est utile, mais je n'ai pas l'intention de me syndiquer.

— Pourquoi ?

— Parce qu'il faudrait qu'il n'y ait qu'un seul syndicat et qu'il ne jasse que SA POLITIQUE et pas celle de tel ou tel parti. Mon souhait est que nous ayons un gouvernement qui se penche sur le sort des travailleurs et de leurs enfants.

— Est-ce que tu crois que cela est possible dans le régime que nous avons ?

— Je l'ai cru longtemps, mais je ne le pense plus. Voir, comme je le vois tous les soirs depuis près de deux mois, la femme et les enfants te regarder avec angoisse lorsque tu rentres, tu ne peux savoir ce que c'est... Tu ne peux comprendre le sentiment de révolte qui m'envahit...

L'origine directe de l'actuelle R.B.V. est la Société R.B.V.-R.I. laquelle a eu de graves difficultés il y a quelques années. Il y eut alors diverses transformations, apports et autres

ENT INJUSTE PEUT ES DANS LA MISÈRE



(Photo Elie Kagan.)

transactions, de l'issue desquelles les créanciers de la R.B.V.-R.I. n'ont peut-être pas tiré grand bénéfice, mais ces derniers ne furent pas perdus pour tout le monde...

La R.B.V. a son siège au 13 passage des Tourelles, son président-directeur général est Louis Tible, du groupe Sylvain Floirat, à propos duquel Guy Michelet, auteur d'un livre récent sur les avions Bréguet (2), a pu écrire « qu'il accepta, à la tête d'un puissant groupe financier, la lourde responsabilité de remettre la Société des avions Louis Bréguet sur la voie d'une bonne gestion financière ».

Le même Floirat est le grand maître de la société Matra et de bien d'autres firmes — voir ci-contre — dans le carnet de commandes desquelles l'Etat tient une très bonne place. Le bras droit de Floirat est le directeur technique de la R.B.V. : M. Cribier.

Pour faire échec aux droits des ouvriers, employés et techniciens arbitrairement licenciés par Louis Tible — nous y reviendrons ci-dessous — ce dernier vient de créer, au sein de la R.B.V., à la même adresse et dans les mêmes locaux, une nouvelle société de fabrication d'outillage : la S.O.F.O. au capital de 20.000 F, c'est-à-dire à un capital infime en regard au montant et à l'importance des affaires traitées ou à traiter en cette matière.

Le gérant de la nouvelle société à responsabilité limitée (oh combien !) est René Dumas que l'on retrouve à la société Tevea avec Louis Tible.

Dumas n'est du reste pas un inconnu à la R.B.V. puisque en 1962 la société Dumas et Tible, 94 à 100, rue Jeanne-Hornet, à Bagnolet (Seine), a participé à l'augmentation du capital social de la Société Nouvelle de l'Outillage R.B.V. et qu'auparavant, le 21 juin 1960, la R.B.V.-R.I. a fait apport à la société Dumas et Tible d'un fonds industriel et commercial de fabrication et de vente d'appareils de télévision domestiques, lequel apport a eu lieu moyennant attribution, en faveur de la société apporteuse, d'actions de la société Dumas et Tible. Il

faut également savoir que ce même 21 juin 1960, la R.B.V.-R.I., 45, avenue Kléber, à Paris, a fait apport à la Société Anonyme S.O.G.O.R. — devenue depuis la Société Nouvelle de l'Outillage R.B.V. — d'un fonds de fabrication et de vente d'outillages, de machines-outils et d'outils brochants, comportant notamment l'usage du nom « Outillage R.B.V. ». Le dirigeant de la Société Anonyme S.O.G.O.R. était M. Cribier déjà nommé et que nous reverrons par la suite.

Tout ceci pourrait être un conte fantastique, les sociétés qui se doivent réciproques, puis se tuent pour, comme le phénix, renaître de leurs cendres.

Floirat, Dumas, Tible et Cribier sont des magiciens, mais leurs maléfices vont à l'encontre de l'intérêt de notre industrie, de ses cadres et ouvriers qualifiés, de sa main-d'œuvre.

En effet, la suppression de R.B.V., en tant qu'unité industrielle a pour but de la remplacer par un organisme d'importation de l'outillage étranger venant entre autres d'Italie, c'est ainsi que la R.B.V. a, il y a quelques mois, cessé la fabrication de ses machines à brocher, pour importer les machines italiennes Varinelli.

Le Pouvoir complice de ses associés Floirat et Tible

Bien que l'Inspection du Travail et la Commission Régionale d'Appel, aient considéré les licenciements comme inadmissibles et mal fondés, bien qu'on affirme, dans les départements ministériels compétents, que ceci ne saurait être admis, il demeure, jusqu'à ce jour que la Société R.B.V. peut agir à sa guise et se moquer de la législation sociale, de l'intérêt du pays et de l'opinion publique.

« TOUT LE MONDE, nous a déclaré le camarade Mahé, RECONNAIT QUE NOUS AVONS RAISON. MAIS PERSONNE, AU SEIN DU GOUVERNEMENT, NE VEUT PRENDRE DE MESURES VALABLES CONTRE UN PATRON QUI VIOLÉ LA LOI. »

En effet, le Pouvoir laisse faire : le « gaulliste de gôche » Grandval, ministre du Travail, a reçu les travailleurs licenciés pour leur dire sa perplexité quant à la solution à apporter au conflit. Tandis qu'il poursuit sa « réflexion », Floirat, Tible et Dumas agissent. Ils poursuivent leur opération, laquelle entre si bien dans les vues du Plan dit de stabilisation — réduire la consommation par le blocage et la réduction des salaires et défendre le marché du travail en provoquant le chômage — que l'on comprend l'embarras du ministre et la complicité du Pouvoir...

Nous avons vu, ci-dessus, qu'il y a quelques jours, au sein de la R.B.V., s'est créée une nouvelle société. Cette société : la S.O.F.O., propose de reprendre une partie du personnel licencié.

— A quelles conditions ? avous-nous demandé au camarade Mahé.

— Ce matin encore, nous dit-il, un de nos camarades s'est vu faire l'offre suivante : il résiliait par écrit, son contrat de travail avec la R.B.V. et il recevait « l'assurance verbale » que si ses camarades en lutte obtenaient satisfaction il lui en serait tenu compte. Dans l'immédiat, il se voyait offrir 4 F 40 contre les 6 F 45, qu'il percevait auparavant. De plus l'horaire est ramené à 40 heures, alors qu'il était de 48 heures payées 50. Au total, les nouvelles conditions représentent une perte sèche d'environ 400 francs par mois dans cette catégorie et il en est de même, toutes proportions gardées dans les autres échelons professionnels. Or le salaire moyen allait de 1.300 à 1.400 F par mois et les travailleurs avaient, par leurs luttes, obtenu d'importants avantages : 3 minutes de battement pour la prise du travail, prime à la production, au chiffre d'affaires, à l'ancienneté, 4 semaines de congés payés depuis déjà 4 ans. Il convient encore de souligner que 65 % du personnel licencié a de 12 à 35 ans de maison et qu'ils sont O.P. 3 « maxi » dans leur grande majorité.

Après plus de 50 jours de lutte, il ne s'est trouvé que QUINZE ouvriers pour accepter les offres S.O.F.O et Mahé précise :

Qui est Floirat ?

TIBLE, CRIBIER et DUMAS ne sont à la R.B.V. que les prête-noms du groupe financier que dirige Sylvain FLOIRAT ; c'est ainsi que l'on retrouve CRIBIER comme directeur ou conseiller technique de la plupart des entreprises du groupe.

Mais qui est le « PATRON » de ce groupe ?

Sylvain FLOIRAT est né le 28 septembre 1899 à Mailhac (Dordogne).

Il est entre autres :
Président-directeur général des ateliers d'aviation Louis Bréguet d'Aigle Azur d'Extrême-Orient ; Gérant d'Aigle Azur international ; Vice-président-directeur général des Engins Matra ; Président-délégué d'Image et Son ; Gérant d'Europe N° 1 ; Administrateur de la Société Nouvelle A. Godde-Bodin (Fabrication et vente de tissus) ; Administrateur de la Société Nouvelle d'Electronique et de Radio-Industrie ; Administrateur délégué de la société spéciale d'Entreprise Télé-Monte-Carlo ; Gérant de la Cie Laotienne de Transports Aériens, etc.

— Nous ne leur en voulons pas, ceux qui ont accepté de rentrer étaient dans une situation extrêmement pénible, nous les comprenons, ce n'est pas de gaité de cœur qu'ils ont accepté cette humiliation et le sens de notre lutte pour la réintégration s'accompagne, maintenant, de l'exigence du rétablissement des avantages acquis à nos camarades vaincus par la misère. Tout cela ne peut surprendre lorsque l'on sait que le Pouvoir est, en fait, l'associé de Floirat et de Tible.

En effet, nous prouvons (voir ci-contre) que FLOIRAT est président-délégué d'Image et Son. Or cette dernière société est l'associée du Pouvoir au sein de la S.O.F.I.R.A.D. où elle détient la majorité des parts, c'est à ce titre que Floirat est gérant d'Europe N° 1 et administrateur de Télé-Monte-Carlo.

Mais les « liens » Floirat-Pouvoir ont des origines plus obscures que les rapports qu'il ont au sein de la S.O.F.I.R.A.D. Ils résident essentiellement dans les conditions dans lesquelles le groupe Floirat a été autorisé à rapatrier ses fonds d'Indochine pour les investir, aux fins de renflouement dans les ateliers d'aviation Louis Bréguet...

Solidarité dans l'action

Le conflit R.B.V. n'est pas terminé. La Commission régionale d'appel vient de faire parvenir à chaque licencié une lettre l'informant qu'elle a refusé les autorisations de licenciement. Munis de cette lettre, et appuyés par toutes les organisations du 20^e les travailleurs se présenteront le mercredi 15 janvier à l'usine pour exiger la remise en route de l'entreprise et l'annulation des licenciements.

Le vendredi 17 janvier, se réunira, à la demande des organisations syndicales, la Commission régionale de conciliation.

A l'heure où nous écrivons, nous ignorons quels seront les résultats de ces démarches. Mais une chose est certaine, depuis 56 jours près de 200 travailleurs sont sans salaire. De ce fait, 700 hommes, femmes et enfants ont froid et faim... DEUX CENTS foyers de travailleurs sont plongés dans la misère, LA SOLIDARITE DOIT DONC S'ACCENTUER DANS LES JOURS QUI VIENNENT !

QUE DANS LES USINES, LES BUREAUX, LES ATELIERS, QUE SUR LES CHANTIERS ET DANS LES LOCALITES DE LA REGION PARISIENNE LES COMITES UNITAIRES DE SOLIDARITE SE CONSTITUENT ET SE METTENT AU TRAVAIL POUR COLLECTER LE MAXIMUM D'ARGENT QUE DES DELEGATIONS IRONT PORTER AU 144 RUE DES PYRENEES, PARIS (XX^e).

Solidarité dans l'action, en renforçant les organisations syndicales, en submergeant le ministre du Travail de pétitions, de protestations appuyées par des délégations.

Le coup de force de la R.B.V. est une remise en cause des avantages acquis et du droit de grève. Il est temps, grand temps, que nous réagissions !

Notre parti, ses organisations, ses militants auront à cœur d'être les meilleurs dans cette bataille, tout comme ils le furent au cours de la grève des mineurs.

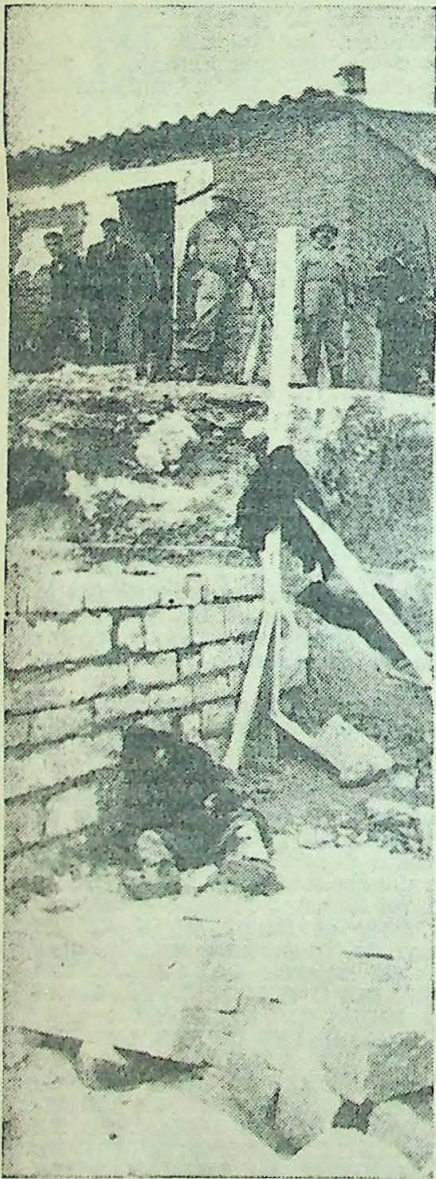
Solidarité avec les travailleurs de la R.B.V. !

Claude Lavezzi.

A PARIS UN GREC ET UN TURC NOUS PARLENT DE CHYPRE...

Je suis allé demander à un Turc et à un Grec résidant en France de me donner leur opinion sur les incidents sanglants que vous connaissez, je spécifie qu'il ne s'agit pas de Chypriotes. M. Petek, qui est Turc, est en France depuis treize ans, il travaille à l'I.N.R.S. en qualité de maître de recherches et est détaché au laboratoire de chimie biologique de la Faculté de Pharmacie. Il me reçoit pendant l'heure du déjeuner au milieu de ses flacons et de ses cornues avec grande amabilité.

M. Perek a des idées sur la question. Pour lui, l'origine des incidents est le fait des Grecs. « En effet, me dit-il, les Turcs qui ne représentent que le cinquième de la population ont une représentation du tiers. C'est avantageux pour eux, pourquoi voudraient-ils remettre en question un tel accord qui les favorise ?



(Agip.)

Tandis qu'on discute sur l'origine des incidents...

« Ne croyez pas pour autant que je sois intégralement d'accord avec Kutchuk, me dit M. Petek. Je le crois un peu raciste, tout comme Makarios d'ailleurs, et c'est le drame ; il faut ajouter que je ne suis pas partisan du partage de l'île, étant donné la faiblesse de ses ressources d'une part, ce qui ne pourrait que rejeter Chypre pour de longues années au rang de pays du tiers monde, et d'autre part que consacrer les antagonismes. »

M. Petek ne pense pas que la conférence de Londres ait des chances

d'aboutir. L'Angleterre est, à son avis, dans une fausse position ; elle voudrait conserver comme partenaire son ancien ennemi Makarios, mais elle ne peut négliger la Turquie qui possède à l'O.T.A.N. des forces supérieures à celles de la Grèce.

Retrait des troupes anglaises

L'intervention de la Grèce et de la Turquie ne semble pas probable par crainte de créer une situation inextricable et peut-être d'internationaliser le conflit.

Je demande à M. Petek s'il n'a pas de solutions à proposer. Il me répond tout souriant que, précisément, il en a. Écoutons-le :

« Le premier point indispensable est la nécessité du retrait des troupes anglaises et leur remplacement par une force internationale. Deuxième point : les habitants de l'île sont des Chypriotes d'origine grecque et turque et non pas des Grecs et des Turcs. Voyez l'exemple de la Yougoslavie ou même celui des Canadiens français ; il faut qu'ils le réalisent et les aider à le faire ce serait un bon point de départ.

« Troisième point : Makarios est un peu déconsidéré, et il faudrait qu'il fasse place à une personnalité moins marquée.

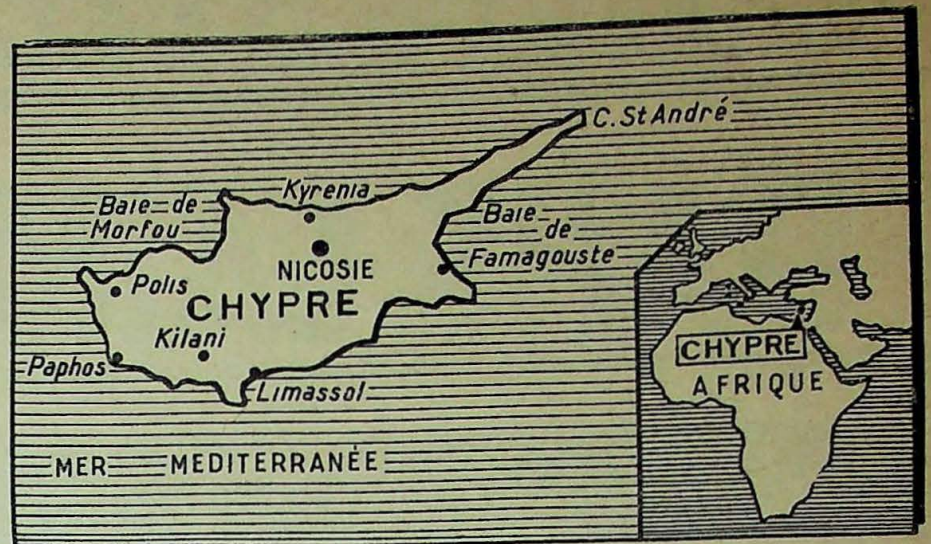
« Quatrième point : Organiser sous contrôle international des élections et socialiser le pouvoir, le cadre socialiste permettant d'assurer les droits de la minorité. »

M. Petek sourit encore comme quelqu'un qui vient de jouer un bon tour et il me demande : « Que pensez-vous de mes solutions ? ». Je suis un peu surpris, mais je lui assure qu'elles nous conviennent parfaitement. Nous nous quittons fort satisfaits l'un de l'autre.

J'espère avoir d'aussi bonnes surprises du côté de la Grèce et je vais voir M. Dimitriadès qui habite la France depuis dix-neuf ans et qui passe assez souvent ses vacances en Grèce. Il est représentant en cuirs ; il me reçoit non moins aimablement.

M. Dimitriadès m'assure que l'origine des incidents est le fait des Turcs qui, déjà avantagés, veulent toujours remettre les accords en question pour obtenir davantage, « non pas, s'empresse-t-il d'ajouter, que je sois toujours d'accord avec Makarios qui finisse toujours un peu trop et qui aurait dû demander qu'une force internationale soit envoyée pour rétablir l'ordre plutôt que l'Angleterre dont il espère sans doute obtenir quelque chose tout en prétendant qu'il a été placé devant le fait accompli.

« Le partage de l'île n'est pas une solution, d'autant que Kutchuk demande pour 100.000 habitants autant de terre que pour 500.000 de l'autre côté ; de toute façon, cela ne résoud pas le problème, mais Kutchuk rend les choses difficiles quand il déclare qu'il n'a pas confiance dans Makarios ce que l'on peut comprendre, mais qu'il ajoute qu'il n'a pas davantage confiance dans l'O.N.U., la question qui se pose est : En qui a-t-il confiance ? Ajouter que les Turcs ne sont



L'île de Chypre, qui est située en Méditerranée orientale, à l'entrée du golfe d'Alexandrie, a subi de multiples avatars avant de devenir une république indépendante. Rappelons qu'elle fut cédée à l'Angleterre par la Turquie en 1878. L'Angleterre l'administra, la mit sous protectorat, et finit en 1925 par en faire une colonie. La suite est encore présente à toutes les mémoires. Mgr Makarios, à la tête de l'E.O.K.A., obtint la libération de l'île et en devint le premier président, non sans avoir été en prison, ce qui tend à devenir traditionnel pour un chef d'Etat d'une colonie affranchie.

Actuellement, l'île, qui a 10.000 kilomètres carrés, vit plus ou moins bien et plutôt mal que

bien de sa production agricole : fruits, céréales, vin ; des ressources de son sol : cuivre, fer, plomb, amiante. L'industrie en est encore à un stade quasi-artisanal. La capitale, Nicosie, compte 80.000 habitants pour une population de 600.000 habitants composée de 500.000 Grecs et de 100.000 Turcs.

Le président de la République, qui a des pouvoirs étendus, est assisté de deux chambres : une assemblée commune et une assemblée turque qui défend les intérêts de la minorité et possède un droit de veto. Les Turcs, on le voit, représentent un cinquième de la population, mais ils ont une représentation au sein des organismes gouvernementaux de un tiers environ.

pas des minoritaires mais des gens qui ont autant de droits que les Grecs et que seul le partage de l'île est une solution valable est une position qui n'est guère réaliste.

« Je crois qu'une des conditions premières de la résolution du problème réside dans le départ de Kutchuk, qui semble être un Turc en territoire chypriote et ne parle que de rattachement à la mère patrie. »

Je profite de l'occasion pour demander à M. Dimitriadès quelles sont à son avis les autres conditions requises.

« Je n'en vois qu'une : le maintient pendant longtemps d'une force internationale capable d'assurer la sécurité, laisser les esprits se calmer et ensuite organiser des élections. Il me semble que dans l'intérêt général Kutchuk devrait se retirer. Après quoi, que la majorité gouverne en respectant les droits de la minorité, ce qui me semble normal. »

M. Dimitriadès pense que la minorité pourrait être assurée de voir ses droits respectés en faisant appel à l'O.N.U. pour les garantir.

Je quitte M. Dimitriadès pour essayer de tirer des conclusions de ces entretiens.

Des réactions émoussées

Je voulais, au départ, mettre en présence mes deux interviewés, mais cela n'a pas été possible. C'est sans importance, car il se dégage quelques points communs de leurs exposés.

Il faut, avant de les dégager, noter qu'ils ne sont pas Chypriotes et que, même résidant en France depuis longtemps, les Chypriotes auraient réagi d'une manière plus passionnelle. Il faut penser que leur long séjour en France a émoussé leurs réactions.

Mais il faut convenir que tous deux étaient bien au courant de la question, ce qui prouve l'intérêt qu'ils y portent.

Des points communs : Départ des troupes anglaises. Remplacement de ces troupes par une force internationale. Départ de Kutchuk et de Makarios. Elections contrôlées après période de calme.

Toutes ces idées paraissent pleines de bons sens et de réalisme éclairé, surtout après les déclarations fracassantes que nous lisons tous les jours.

M. Petek est allé plus loin dans la voie des solutions parce qu'il voit le problème de plus haut et dans le contexte d'un règlement d'ensemble à base socialiste.

L'avenir lui donnera certainement raison, mais le présent est sombre et je crains que bien du sang inutile ne soit versé avant d'y arriver.

Entre les aspirations légitimes à l'indépendance et les flambées outrancières du nationalisme, il n'y a souvent qu'un pas... aisé à franchir.

Pierre Bourgeois.

La progression du P.S.U et de Tribune Socialiste

La reprise des cartes 1964 continue de s'effectuer dans de bonnes conditions.

A signaler quatre adhésions nouvelles à la XIII^e section de Paris dès la première réunion.

Les initiatives se multiplient en faveur de « Tribune Socialiste » : nos amis de la Nièvre ont collecté 40 abonnements nouveaux depuis le début de leur campagne. Le responsable-pressé de la section de Colombes demande à chaque réunion 50 francs (anciens) pour « Tribune Socialiste » à tous les camarades. Les petits ruisseaux font les grandes rivières.

« Tribune Socialiste » se porte mieux, mais un très gros effort collectif s'impose encore pour sauver définitivement notre journal. L'objectif des 10.000 abonnés est loin d'être atteint. Or, il peut et doit l'être. Que chacun s'y emploie à fond : c'est indispensable.

Merci à tous.

Edouard Depreux.

NEGOCIATIONS SUR LE MUR DE BERLIN

Chacun reste sur ses positions

Les brèches ouvertes dans le mur de Berlin par l'accord du 17 décembre, ont été refermées le 5 janvier. Il n'y a pas eu de prorogation pour l'octroi de laissez-passer aux Berlinoises de l'Ouest. Les conversations se poursuivent, mais elles semblent marquer le pas.

Nous avons donc raison de faire preuve de la plus grande prudence en commentant l'accord du 17 décembre dans notre numéro du 4 janvier. Ceux qui y voyaient déjà un signe et un début de changements importants dans les rapports Est-Ouest allaient un peu vite et oubliaient trop facilement les dimensions exactes de l'événement.

Plusieurs déclarations récentes rappellent, en effet, les difficultés qui demeurent.

Willy Brandt, maire de Berlin-Ouest, probablement futur leader du parti social-démocrate, s'est efforcé de mettre ses concitoyens en garde contre un optimisme excessif. « Ne vous laissez pas affoler, a-t-il dit, par des rumeurs, des conjectures, des indiscrétions ou des nouvelles de l'agence d'informations d'Allemagne orientale. » Or, il ne fait pas de doute que Willy Brandt a cherché à tirer le plus grand parti de la signature de l'accord du 17 décembre et qu'il eût souhaité apparaître comme un des hommes de l'Allemagne de l'Ouest capable de sortir de l'immobilisme.

Invitation à la prudence

A-t-il été freiné par Bonn ou par les Alliés, ou les deux à la fois ? Il est probable qu'il a été incité à la prudence. Mais il est certain aussi que, malgré son désir de prendre des initiatives, lui-même et l'ensemble du parti social-démocrate étaient déjà spontanément enclins à cette prudence. Les autorités de Berlin-Ouest ne peuvent pas paraître se « couper » du reste de l'Allemagne fédérale et des Occidentaux : l'isolement les rendrait trop vulnérables. La population berlinoise le sent bien, elle aussi, même si elle souhaite très vivement mettre fin à la division en deux secteurs de l'ancienne capitale. C'est bien pourquoi, à l'occasion d'un récent débat au

Bundestag, le porte-parole des sociaux-démocrates, Fritz Erler, a souligné l'accord entre « les Alliés, le gouvernement fédéral et le Sénat de Berlin-Ouest ».

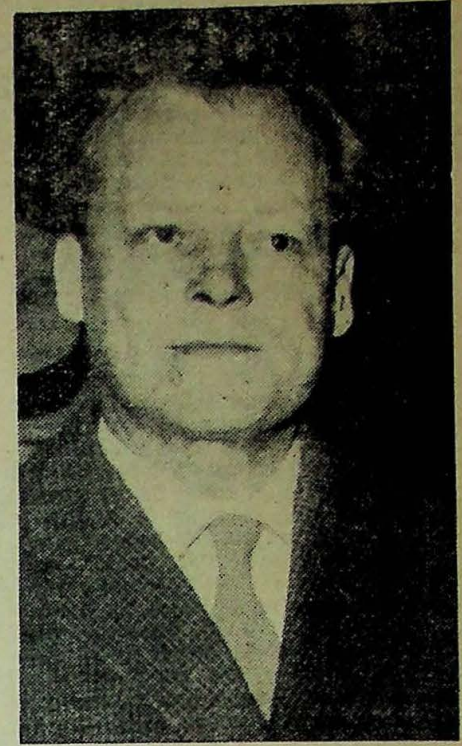
Or, il est évident que les dirigeants de l'Allemagne de l'Est ne poursuivent la négociation que pour obtenir, en contrepartie de certains « aménagements » du mur, des avantages politiques substantiels. Il s'agit toujours, pour eux, d'aboutir à un changement du statut de Berlin-Ouest et à une reconnaissance de fait de leur Etat.

Même en admettant que leurs antagonistes ne leur réclament aucune concession nouvelle, il ne leur est guère possible d'admettre une simple reconduction de l'accord du 17 décembre. A la longue, leur position serait

inconfortable : le monde entier, et tout d'abord les habitants de l'Allemagne orientale, feraient chaque jour la constatation que les Allemands de Berlin-Ouest ne se voient pas interdire par leurs gouvernements d'aller à Berlin-Est, qu'ils en reviennent tous, tandis que le mouvement inverse demeurerait interdit par crainte que la majorité des Berlinoises de l'Est ne reviennent pas chez eux.

Ainsi, une fois de plus, la situation de Berlin est un des tests les plus significatifs de l'état des rapports Est-Ouest : diminution de la tension, amélioration de l'état d'esprit de part et d'autre, mais fort peu de progrès dans le règlement des problèmes de fond.

R. V.



(Agip.)

Willy Brandt : il a cherché à tirer parti de l'accord du 17 décembre.

A l'approche du congrès F.L.N. Des affrontements inévitables...

Le rebondissement de la crise en Algérie était aisé à prévoir à l'approche du Congrès du F.L.N. Car c'est cette échéance qui domine la conjoncture algérienne et ses diverses composantes : difficultés économiques et sociales variées, chômage envahissant, déficience de l'administration, défaillance des cadres politiques, entreprises spéculatives dans le circuit commercial définie par un interlocuteur du correspondant du Monde : « Nous avons un gouvernement qui tente de résoudre les problèmes, un peuple prêt à tous les efforts et à tous les sacrifices, mais entre les dents, rien ! »

En fait, ce néant entre le sommet gouvernemental et la masse n'est pas, évidemment, absolu. Mais les cadres administratifs et politiques, intermédiaires sont, en grande partie, incompétents, insuffisants, ou plus ou moins imperméables à la politique définie par le chef de l'Etat. Cette politique présente à leurs yeux l'inconvénient de s'évader des routines bureaucratiques, des chemins faciles, de limiter leurs prérogatives, de susciter l'initiative, le contrôle des masses travailleuses.

La crise des cadres, de la « transmission » est à la base de nombres d'incohérences, de freinages, de distorsions qui créent le doute dans l'esprit des travailleurs lorsqu'ils ne provoquent pas le découragement ou la colère. L'annonce du congrès du F.L.N. a curieusement aggravé les choses en créant un certain attentisme non seulement chez les éléments opportunistes mais même à des échelons très responsables.

Un certain attentisme

Sur le plan social on assiste à une affluence continuelle de la population déshéritée des campagnes dans les grandes villes, soit à une concentration croissante de la masse des chômeurs. L'ouverture de chantiers et les mesures diverses ne parviennent pas à résorber sensiblement le chômage urbain du fait qu'ils attirent un nombre grandissant de ruraux. A ce malaise était venu s'ajouter, à la veille du Ramadan, la crainte d'une poussée des prix dans les produits alimentaires

et certaines pénuries suspectes de denrées essentielles tels que le sucre mais le gouvernement y a paré. Les mesures prises par M. Boumaza devront éviter ces spéculations.

Le quotidien Alger-Républicain a posé certaines questions pertinentes à propos des manifestations d'Oran. Comment se fait-il qu'elles n'ont pu être empêchées à temps ? Pourquoi, lorsque ces manifestations ont commencé ne s'est-il trouvé personne pour prendre l'initiative d'aller parler aux manifestants, d'éclairer ceux d'entre eux conscients ou trompés, dénoncer les provocateurs et séparer le grain de l'ivraie ?

Alger Républicain pose également en termes judicieux le problème de la vigilance révolutionnaire qui n'a rien à voir avec la méfiance, l'« espionnage », la surveillance ou les mesures autoritaires. Etre vigilants c'est d'abord être lié aux masses, connaître leurs besoins, leurs difficultés, leur état d'esprit, leur réaction à telle ou telle mesure ; c'est connaître quotidiennement leur température politique ; c'est d'abord écouter.

Crise à la direction politique

La crise des cadres n'est, en réalité, que le reflet et la conséquence d'une crise de la direction politique de la révolution algérienne. L'absence d'un véritable parti adapté aux exigences de la situation se fait cruellement sentir. Le F.L.N. n'est pas un parti ; tout au

moins actuellement. Il n'est, pour l'instant, qu'un appareil parmi d'autres. Son contact avec la masse laisse beaucoup à désirer. La sélection de ses responsables est sujet à contestation dans bien des cas.

Le Congrès du F.L.N. aura la mission difficile de surmonter toutes ces contradictions. Il doit dégager une doctrine, un programme, une organisation démocratique liée aux masses. Il est destiné à confirmer l'option socialiste reposant sur l'autogestion.

Attachement au socialisme

C'est tout naturellement, l'autogestion qui est au centre de la bataille avec l'opposition qui dévoile son véritable caractère en prenant la forme d'une union sacrée allant d'Aït Ahmed à Ferhat Abbas, en passant par Khider. Cette opposition prend grand soin d'afficher son attachement au socialisme. Un socialisme qui s'efforcera de mettre un minimum d'obstacles au développement de la bureaucratie d'Etat et à l'enrichissement des couches bourgeoises.

L'enjeu du congrès du F.L.N. est tel que la lutte ne peut tarder de s'exprimer plus nettement au grand jour, dépassant les campagnes de chuchotements. Elle menace également de prendre une tournure plus violente qui découlera, cette fois, d'options politiques et sociales nettement définies.

A. DUREZ.

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM
Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)

Soutien 50 F
1 an 28 F
6 mois 15 F
3 mois 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15'
C.C.P. PARIS 5826-65

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE
TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

Adhésions nouvelles dans le XIII'

Très bonne reprise des cartes dans le 13^e arrondissement de Paris. Près d'une centaine de personnes — en majorité des sympathisants du P.S.U. — ont participé à la réunion de rentrée organisée sous le signe du Nouvel An. C'est l'assistance sympathisante la plus nombreuse qu'ait rassemblée la section du 13^e depuis la fondation du parti ; ce qui confirme bien que la période est favorable pour le P.S.U.

Gilles Martinet, — qui fut le candidat du parti dans cet arrondissement, aux dernières législatives — a exposé les résultats du Congrès de La Grande-aux-Belles, et indiqué comment le parti comptait accélérer, par le contre-plan, l'unité de la gauche syndicale et politique. Il a fait le point, à ce propos, des conversations entreprises avec le P.C., la S.F.I.O. et les syndicats, et noté l'accueil favorable rencontré de divers côtés par nos propositions. Il a également souligné les ambiguïtés du début de la campagne présidentielle de Defferre et répondu aux nombreuses questions de la salle sur ces sujets ainsi que sur l'évolution de l'Algérie.

Le secrétaire de la section a ensuite évoqué les projets des camarades pour appliquer concrètement la politique du contre-plan à leur arrondissement et élargir l'influence du P.S.U. dans le 13^e. Le bilan de cette réunion de reprise des cartes est très positif : quatre adhésions nouvelles ont été enregistrées, et un quinzaine de sympathisants se sont inscrits pour participer au travail d'action locale qui va être entrepris cette année dans le 13^e.

La Fédération du Gers et l'agriculture

Nous avions, dans notre numéro 174, du 21 décembre, donné l'essentiel de l'article que nos camarades de la Fédération du Gers avaient publié dans leur Bulletin d'information, sur des questions concernant l'agriculture.

Nos camarades nous demandent de faire état dans les colonnes de « T.S. » des paragraphes suivants qui complètent leur article :

L'expérience gaulliste nous montre bien, s'il en était besoin, que l'agriculture n'a rien à attendre du capitalisme. Or, le capitalisme industriel, les banquiers, les pétroliers ont propulsé de Gaulle et soutiennent le régime par l'intermédiaire de M. Pompidou et de la banque Rothschild.

D'autre part, la preuve est faite que le régime résiste parfaitement aux critiques des partis dits d'opposition divisés sur les programmes et dont les hommes restent contestables. La preuve est faite aussi que l'agitation syndicale paysanne, désordonnée, sporadique, sans but apparent et affirmé, dirigée en général par des hommes qui ont cautionné l'arrivée du gaullisme, qui ne lui sont pas encore fondamentalement opposés, ne présente pas l'efficacité désirable et a fait faillite, c'est au moins l'avis de tous ceux qui, comme nous, souhaitent la rénovation de l'agriculture française dans la prospérité.

C'est parce que nous ne voulons pas laisser aller au désespoir les milliers de militants qui désirent impatientement leur libération, que nous avons rédigé ce mémoire pour servir de programme à notre parti. Nous pensons fermement que le problème n'est pas

seulement syndical et professionnel, mais qu'il est essentiellement politique. C'est donc à partir de l'action politique qu'il faut chercher les solutions propres à donner à l'agriculture un minimum vital auquel elle doit prétendre, au même titre que les autres classes sociales. C'est en fonction des résultats de cette action politique, qu'ensemble les classes ouvrières et paysannes devront mener le combat, unies contre le régime. Elles pourront alors à l'avenir mesurer l'efficacité de leur action et l'apport que celui-ci aura donné au bénéfice commun, grâce au programme que nous avons élaboré.

R.T.F. :

Les réactions syndicales

Le S.N.R.T. nous communique :

Le Syndicat national de la radio-diffusion et de la télévision (C.G.T.) de la R.T.F. se félicite de la prise de position adoptée par la Fédération syndicale unifiée de la R.T.F. (personnel artistique) à la suite du manifeste des personnalités protestant contre le démantèlement des programmes à la R.T.F.

« Cette prise de position qui s'affirme « fermement attachée à l'indépendance de l'établissement public R.T.F. qui demande que la R.T.F. soit à même d'assurer sa mission dans les meilleures conditions en exigeant que le fonctionnement de l'établissement soit soumis préalablement à une étude par le Comité paritaire de l'établissement » rejoint les propositions antérieures du S.N.R.T. en faveur d'une action syndicale commune. »

**Sceaux et Bagneux :
élection
au Conseil général**

Le Bureau national du P.S.U. communique :

Le P.S.U. a décidé de présenter pour l'élection au Conseil général, pour les communes de Bagneux et de Sceaux, qui aura lieu le 19 janvier 1964, un enfant du pays : Henri Leclerc, avocat à la Cour, âgé de vingt-neuf ans.

Aux élections municipales de Bagneux qui ont lieu le même jour, le P.S.U. présente deux militants syndicalistes : Jean Ruel, responsable à la C.F.T.C., et Michel Lequenne, responsable à F.O.

En plus d'un certain nombre de réunions de quartier, un meeting aura lieu à Bagneux, salle du Parc-Rosenberg, le dimanche matin, 12 janvier 1964, à 10 h. 30, avec Edouard Depreux et Tanguy-Prigent, et un autre à Sceaux, salle de l'ancienne mairie, le vendredi 17 janvier 1964, avec Edouard Depreux et Robert Verdier.

Vitry-sur-Seine :

**Association syndicale
des familles**

Vendredi 3 janvier 1964, salle Paul-Froment, place du Marché, à 20 h. 45, l'A.S.F. invitait les Vitryots à participer à son assemblée générale.

Au cours de cette assemblée, Jean Blanpied, permanent fédéral, ancien Vitryot, nous a présenté les perspectives telles qu'elles ressortent de l'assemblée générale de la Confédération, face aux problèmes qui préoccupent les familles : école, logement, vacances, loisirs, salaire social familial, etc.

Pour terminer l'A.S.F. a renouvelé son conseil d'administration. Cette soirée s'est déroulée dans une ambiance fraternelle. Toutefois, il nous faut regretter que le mauvais temps et aussi, il faut bien le dire, l'émission « Cinq colonnes à la une » aient empêché beaucoup de personnes d'assister à cette assemblée.

NECROLOGIE

La Fédération de l'Ariège nous informe du décès de notre camarade Saint-Alary, directeur d'école en retraite, mort à l'âge de 78 ans.

C'était un vieux militant du socialisme dont il défendait les idées depuis 1912. Il avait adhéré au P.S.A. puis au P.S.U. Il continuait, malgré son âge, à suivre toutes les luttes politiques et défendait en Ariège le respect des principes socialistes.

A sa famille, à son fils, dévoué militant du P.S.U., nous présentons nos sincères condoléances.

**A tous ceux
qui veulent
aider le P.S.U.**

De l'avis général, notre Congrès de la Grange-aux-Belles a permis un nouveau départ du P.S.U. Des bonnes nouvelles nous arrivent quotidiennement de la plupart de nos fédérations. Nos appels pour l'unité et le renouveau de la gauche recueillent de nombreuses approbations.

L'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons, nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant. Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

Edouard Depreux,
Secrétaire national du P.S.U.

Jean Arthuys,
Trésorier national,
8, rue Henner, Paris-9^e
(C.C.P. Paris 14.020.44).

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1964, à Jean Arthuys, trésorier national,

la somme de F :

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Signature :

**Haute-Marne :
des adhésions nouvelles**

Ci-dessous extrait d'une lettre de Schulbaum, secrétaire de la Fédération de la Haute-Marne :

« J'ai le plaisir de te signaler que, depuis la reprise des cartes, notre section de Saint-Dizier a fait trois nouvelles adhésions, dont celle, très importante pour nous, du camarade Chatelain, militant syndicaliste C.G.T., très actif, secrétaire du syndicat du Bâtiment de Saint-Dizier, membre de la C.A. de l'U.D., administrateur de la Caisse d'allocations familiales, conseiller prud'homme, etc. »

« Ce petit redémarrage est dû à un long travail auprès des camarades nouveaux adhérents, mais a été facilité par le redressement général du parti. »

Périgueux : Réunion du C.E.S.

Le C.E.S. de Périgueux tenait sa quatrième réunion le vendredi 10 janvier. Notre camarade S. Mallet y traitait des problèmes de la petite propriété.

Bien qu'il s'agisse du deuxième débat sur ce sujet, des questions furent posées sans discontinuer de 9 h. à minuit, par les quelque 80 militants présents.

Prochain débat, le 7 février : L'Algérie, un an après son indépendance.

BULLETIN D'ADHESION

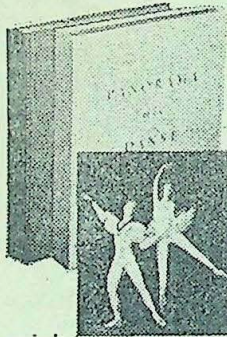
Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

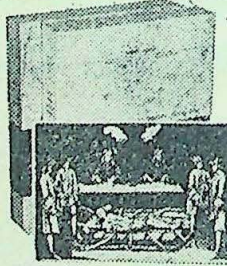
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9^e).

« TRIBUNE
SOCIALISTE »
VOUS OFFRE

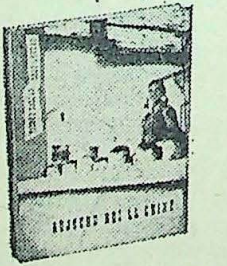
moins chers que d'occasion
quelques exemplaires neufs
de magnifiques ouvrages presque épuisés
avec faculté de retour



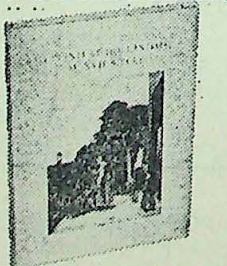
PANORAMA DE LA DANSE
par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau
Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24 x 31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (!) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.
Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE
par Marcel Rousselet
Premier Président de la Cour d'Appel de Paris
Les Institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22 x 28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.
Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE
par Pierre Gascar (préface de Claude Roy)
La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.
19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVIIe SIECLE
par E. Huttinger
Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir — 24 pages en couleurs — 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.
29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants

..... pour un montant total de fr somme que veuillez trouver inclus en un chèque mandat chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé. T.S.

Nom Profession

Adresse

TRIBUNE
DES ARTS

Livres

JOURNAL INTIME

C'EST d'un récit autobiographique de Vasco Pratolini que Zurlini a tiré ce film grave et pudique. Un homme se souvient de son frère ; Enrico se souvient de Lorenzo, Lorenzo (Jacques Perrin) n'a pas été élevé avec son aîné, et ce dernier se trouve devoir s'occuper de lui, dans l'Italie, dans la Florence fasciste d'avant la guerre. Les rapports de ces deux hommes, jusqu'à la mort, par maladie, de Lorenzo, sont complexes. Enrico (Marcello Mastroianni) ne se confie guère à son frère ; il le surveille, l'aime de loin, ne comprendra la profondeur de son affection qu'après la mort de Lorenzo.

Le film est fait très sobrement de quelques longues séquences, de dialogues en plans presque fixes, de dialogues entre les deux frères, séquences reliées par quelques images de transition. C'est ce dialogue, ces visages, ces mots qui font la chair même du film. Et le résultat, qui eût pu être ennuyeux, ou sentimental, ou attendrissant, est toujours, au contraire, émouvant et passionnant.

M. R.

“ LE VICAIRE ”

de Rolf Hochhuth

LES Editions du Seuil ont fait paraître le texte intégral de la pièce de Rolf Hochhuth, Le Vicair. Faute de l'avoir lu avant la représentation, je n'ai pu en signaler l'intérêt. Il n'est pas trop tard pour le faire.

En effet, le livre fortifie singulièrement le point de vue de l'auteur. Il y a d'abord l'ampleur même de l'œuvre qui intervient. Elle nuance le parti d'Hochhuth et confirme le sentiment d'une pièce d'inspiration chrétienne. Il y a, ensuite, l'abondance des références documentaires. Impossible de rejeter une argumentation étayée de la sorte. L'introduction d'Erwin Piscator, metteur en scène de la Volksbühne, à Berlin, qui révéla Le Vicair, défend au-delà la conception d'œuvres intervenant directement dans l'histoire : « Cette pièce justifie l'entreprise du théâtre : grâce à elle, le théâtre reçoit une mission, une valeur, une nécessité. »

A cette lumière, il apparaît que la mise en scène de F. Darbon a desséché Le Vicair. Il s'agissait d'une pièce épique qui aurait pu avec ampleur donner une exposition globale des problèmes abordés. En employant un langage de cinéphile, Darbon, d'un film pour grand écran, a donné une projection sur petit écran.

E. C.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du

15 au 21 janvier 1964

LE JOURNAL
D'UN FOU

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Semaine du

15 au 21 janvier 1964

LA MORT
EN CE JARDIN

Au même programme :

TERRE SANS PAIN

(Deux films de BUNUEL)

Cinéma

“ ENTRE L'ALCOVE ET LA POTENCE ”

de Tony Richardson

S'IL vous arrive parfois de mordre à belles dents dans une poire juiveuse, d'écraser en riant une grappe de raisins sur le visage d'une jolie fille, de déchirer vos vêtements aux ronces des chemins creux, et, d'une manière générale, de prendre délibérément des libertés avec les règles élémentaires du savoir-vivre, allez vite voir le dernier film de Tony Richardson : il est exactement « dans vos cordes ». Cela tient du film à costumes et de la course-poursuite, de la chronique picaresque et du mélodrame « croix de ma mère », de la bataille de chiffonniers et de la bande dessinée, mais rend fort bien compte, en définitive, des mœurs de la société anglaise du XVIII^e siècle, telles qu'on se plaît à les imaginer à travers les œuvres de Swift ou telles que nous les restituèrent les toiles de Hogarth.

L'histoire (invraisemblable) est tirée d'un roman d'Henry Fielding et nous conte les mésaventures d'un bâtard « qui n'en est pas un » (ce que l'on devine, avec un peu d'attention, dès les premières images). Mais ce qui me paraît le plus significatif, c'est qu'un film aussi ébouriffé, aussi sanguin, aussi réjouissant porte la signature d'un représentant de l'école du « free-cinéma », l'équivalent de notre « nouvelle vague », car il surclasse nettement les tentatives de nos homologues. Ce que Philippe de Broca a raté avec Candide (autre tableau des mœurs du XVIII^e), Richardson l'a très bien réussi avec son Tom Jones. Cette façon d'aller franchement à l'essentiel, ce rythme galopant, ces clins d'œil complices mais jamais vulgaires, cet humour fortement coloré, cet amour de la chair et de la bonne chère, ce romantisme sans camélias, cette fraîcheur d'aubépine sont des signes indiscutables de santé intellectuelle et artistique qui laissent bien augurer de l'avenir (Richardson n'a que trente ans).

Les acteurs sont parfaitement dans le coup. Albert Finney (révélé par Samedi soir, dimanche matin) n'a pas volé, à Venise, son prix d'interprétation. Vous aimerez aussi la pure et volontaire Sophie (Susannah York), son paillard de père (Hugh Griffith), le sage Allworthy (George Devine), cette gourgandine de Molly (Diane Cilento) et toute cette cohorte de grandes dames ou de servantes qui tombent comme des quilles dans les bras de notre héros.

Jean-Jacques Vernon.



Susannah York : « Ce romantisme sans camélias ».

Théâtre

LE MARIAGE

de Witold Gombrowicz

C'EST avec ce spectacle que Jorge Lavelli a obtenu le premier prix du concours des Jeunes Compagnies. Sans doute s'agissait-il avant tout de dire les mérites d'une véritable jeune compagnie, ce qui n'était pas le cas de tous les concurrents, de souligner l'intérêt de ses recherches.

Ceci posé, « Le Mariage, » de Witold Gombrowicz, peut grandement déconcerter. La fable, comme dans la plupart des œuvres « nouvelles », se perd à travers plusieurs fils. Pour situer l'œuvre, on avancera seulement ses thèmes : le retour du fils, la lutte du fils contre son père (manger papa, comme Freud l'explique), l'obsession oedipienne du fils, l'homosexualité de ses rapports avec son ami (symbolisme de la lame de couteau, symbolisme du doigt tendu : « leitmotiv du « ne me touche pas » au caractère sexuel évident, etc.). Bref, l'auteur délire et délire dans des phantasmes qui combleraient de satisfaction professionnelle un psychanalyste disponible. Le langage, le rythme que Gombrowicz parvient à donner au texte lui donne une respiration poétique. L'essentiel, ce mariage dérisoire, qu'on pourrait éclairer du célèbre vers : « Tout le monde tue ce qu'il aime », donne une image choc, qu'on peut difficilement oublier.

Mais, finalement, la question, la seule qu'on peut poser, est celle du goût de chacun pour ce genre de pièce, pour cet ordre de préoccupation (la restitution des obsessions de l'imagination). La part de provocation que contient Le Mariage suscitera, on peut en être convaincu, des réactions hostiles. J'avouerai ne pas aimer. La li-

tanie malade qui finit par ressortir me semble laborieuse. Et je ne l'ai jamais trouvée dépassant ce stade.

Jorge Lavelli a réalisé une mise en scène « art-dra » : chœurs parlés, mime, etc. Travail bien au point, mais relativement scolaire. Les costumes délavés, sans âge ni forme de Zach-

watowicz servent mieux la pièce que les décors — des carcasses automobiles rouillées — trop dans le vent de la mode. Acteurs relativement bons. Pour ceux qui aiment « l'avant-garde qui se cherche. »

Théâtre Récamier.

E. C.

MUSIQUE

LE GROUPE DES SIX

LES œuvres les plus caractéristiques de Georges Auric sont ses pièces pour piano et ses mélodies. La « Sonate en fa » pour piano a été analysée par Cortot qui, malgré une sympathie mitigée pour le Groupe des Six, a dit que c'était une œuvre « qui tendait aux plus significatives conceptions de son art ».

Arthur Honegger est en quelque sorte à Bach ce qu'est Prokofieff à Mozart dans la « Symphonie classique ». « Le Roi David », « Jeanne au bûcher », « La Danse des morts » sont œuvres significatives de son art. Il y faut ajouter au moins la « Symphonie pour orchestre à cordes et trompette ». Dans le troisième mouvement de cette œuvre, après avoir fait oublier qu'il existait des instruments à vent, il fait jouer par-dessus les cordes un choral à une trompette rutilante.

Il y a les trois mouvements sym-

phoniques, le premier, « Pacific 231 », n'a rien à voir avec une locomotive, il veut seulement donner l'impression d'une accélération mathématique ; le deuxième s'intitule « Rugby » et n'a rien à voir avec ce sport, et l'auteur constate mélancoliquement que le troisième, qui s'intitule « Mouvement symphonique » et qui est aussi bien que les deux autres, n'est jamais joué ! Darius Milhaud a une production fluviale : plus de 320 numéros d'opus. Une partie s'ouvre largement au folklore, une autre intègre parfaitement le jazz. Rappelons qu'il vient de donner sur commande de la R.T.F. une cantate d'après l'encyclopédie « Pacem in terris » qui fut dirigée par Charles Münch la dernière quinzaine de décembre. Le journaliste Collet était peut-être abusif, mais il n'était pas bête. Le Groupe des Six ? Six talents dont certains un peu trop oubliés.

Pierre Bourgeois.

1781 19 1.54

APPEL DES ETUDIANTS DU PSU

A PRES 5 ans de pouvoir gaulliste, l'opposition au régime ne cesse de croître : des récentes grèves, les réactions contre la vie chère et la lutte contre la force de frappe en sont des manifestations importantes.

De la défensive à l'offensive

Mais, plus l'opposition se renforce, plus se pose le problème des perspectives politiques qu'elle est capable d'opposer au régime.

On ne peut combattre efficacement le gaullisme sans lui opposer une alternative réelle.

Quelle alternative ?

Il ne s'agit pas, sous le couvert d'une « alternative démocratique » aussi vague qu'ambiguë de restaurer, en fait, la IV^e République et de former, à cet effet, une « union de tous les républicains ».

Il ne s'agit pas, non plus, de maintenir en place les cadres politiques du gaullisme, de faire du gaullisme sans de Gaulle, de perpétuer un système plébiscitaire et technocratique. Il est faux de poser le problème en terme d'individus. Il est dangereux de croire battre de Gaulle dans le cadre du gaullisme. Il est vain de s'en persuader.

Il s'agit d'opposer au régime gaulliste une alternative socialiste, d'opposer un régime nouveau à un régime déjà ancien. Seul un front socialiste, c'est-à-dire l'union des forces politiques et syndicales qui se réclament du socialisme et de tous les mouvements qui ont intérêt à la transformation des structures sociales existantes, peut réaliser cette alternative socialiste et un changement politique fondamental,

Une tactique : le contre-plan

Le régime gaulliste a fait un choix : à l'Université, il a préféré la force de frappe.

Chaque rentrée voit s'accroître la dégradation de l'Université.

Mais, au-delà des revendications strictement matérielles, les étudiants, ainsi qu'ils l'ont montré

lors des grèves de novembre 1963, posent, en fait, le problème de la nature même de l'Etat gaulliste, de ses limites, de son incapacité à promouvoir la nécessaire réforme fondamentale de l'enseignement.

Il ne peut y avoir de solution réelle et définitive aux problèmes universitaires (salaires, contenu de l'enseignement, etc.) dans le cadre du régime actuel. Il ne peut apporter que des palliatifs.

C'est pourquoi nous devons mettre le socialisme à l'ordre du jour et opposer, à l'Université libérale d'hier, à l'Université technocratique que nous prépare le régime gaulliste

Une université socialiste

seule susceptible de réaliser les nécessaires réformes :

- au niveau du contenu de l'enseignement ;
- au niveau de son recrutement par une réelle démocratisation ;
- au niveau de sa gestion.

Au lieu d'attendre la prochaine réforme de Fouchet, qui présente son V^e Plan en matière universitaire, au lieu d'attendre passivement la « technocratisation » de l'Université, les forces démocratiques étudiantes doivent soumettre à l'ensemble des étudiants des objectifs qui, compte tenu des possibilités techniques, pourraient être atteints dans les 5 années à venir environ, s'il n'y avait précisément, sur le chemin, des obstacles qui naissent de la domination capitaliste et de la réalité politique du gaullisme.

Les étudiants du P.S.U. proposent donc, aux organisations étudiantes et à l'ensemble des étudiants, d'établir, en commun, un véritable contre-plan.

Ce contre-plan devrait contenir les trois éléments essentiels suivants :

- D'abord, l'énumération des grands objectifs susceptibles d'être atteints dans les prochaines années à venir (doublement des moyens d'accueil de l'enseignement technique et supérieur, sa la ire ét ud i an t ré fo r m e f o u d a m e n t al e d u c o n t e n u d e l' e n s e i g n e m e n t ,

véritables cogestion de l'Université, etc.) ;

— Ensuite, l'indication des obstacles que le capitalisme et son expression politique actuelle mettent à leur réalisation (priorités militaires, liaisons accrues entre Université et technocratie, etc.) ;

— Enfin, la précision des moyens qu'il faudrait utiliser pour surmonter ces obstacles (planification démocratique, réforme fondamentale de l'enseignement, etc.).

Le contre-plan constitue, pour les étudiants du P.S.U., le cadre d'une action qui débouche sur la perspective du pouvoir et de ses responsabilités.

Le contre-plan permet de dégager les prolongements des revendications étudiantes et de déboucher sur la mise en cause du régime.

Il met à l'ordre du jour, face au régime gaulliste, une alternative de démocratie socialiste.

Le contre-plan, à partir des revendications les plus quotidiennes, permet la contestation d'ensemble de l'Université actuelle et d'opposer aux tentatives gaullistes les solutions des étudiants qui ne peuvent se situer que dans le cadre de l'Université socialiste.

Un combat commun

Mais rien de durable, rien de profond ne peut se faire sans l'union des forces démocratiques à l'Université, sans la collaboration organisée de tous ceux qui ont intérêt au renversement du pouvoir gaulliste et à l'instauration d'une démocratie socialiste, et c'est le cas de la masse des étudiants.

Il faut, également, lier les luttes étudiantes aux luttes de l'ensemble des travailleurs dans le pays.

C'est pourquoi, les étudiants du P.S.U. appellent les organisations démocratiques et étudiantes et l'ensemble des étudiants à constituer des comités d'alternative socialiste au régime gaulliste.

Non au pouvoir personnel avec ou sans de Gaulle.

Non au retour au passé.

Alternative socialiste.